Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 26 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°539 ■

Chronique Eco

Le service public, fondement de la cohésion nationale et de la justice sociale

P 16

RÉUNION GOUVERNEMENT-WALIS

Les principales recommandations

La réunion annuelle Gouvernement-walis, dont les travaux clôturés hier mercredi, a été soldée par une série de recommandations visant à insuffler une nouvelle dynamique au niveau des collectivités locales, notamment en matière de développement. P 3

UN PLAN POUR RÉGULER LE MARCHÉ

Le ministre du commerce affine sa stratégie

Le déséquilibre de l'approvisionnement en produits essentiels, touche directement à la vie quotidienne des citoyens. Décrié et souvent fustigé par le citoyen, le système d'approvisionnement du marché semble aléatoire. Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni veut mettre plus d'ordre et tape du pied dans cette fourmilière du négoce mal intentionné, a dévoilé sa stratégie visant à réguler le marché et à remédier aux dysfonctionnements potentiels sur l'approvisionnement en différents produits et services, tout en réorganisant les activités commerciales.

P 2

ASSURANCES SOCIALES, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, JUSTICE ...

Plusieurs dossiers examinés par le gouvernement

Le Gouvernement a examiné, mercredi, lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, des avant-projets de loi et des décrets présidentiel et exécutif relatifs aux assurances, l'enseignement supérieur, la protection des richesses forestières et a entendu une communication sur la modernisation des prestations fournies par les services publics de la Justice, indique un communiqué des services du Premier ministre.

P 16

30 000 MILLIARDS DE M³ DE RÉSERVE D'EAU

Une richesse vitale à préserver

L'Algérie, un pays à faible pluviométrie et confronté à des pressions croissantes sur ses ressources naturelles, est le gardien d'une richesse précieuse : une réserve stratégique estimée à plus de 30 000 milliards de mètres cubes d'eau. Bien que cette réserve soit majeure, elle est menacée par de multiples facteurs environnementaux et humains. Malek Abdeslam, hydrogéologue et expert en gestion des ressources en eau, tire la sonnette d'alarme : cette richesse n'est pas éternelle et doit être protégée avec une vigilance accrue.

P 3

AAPI

Début de la deuxième phase de mise en œuvre des réformes P 4

ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Les grands axes à développer P 5

SÉTIF

Autorisations d'exploitation exceptionnelle pour 10 projets d'investissement P 6

LE FILM DOCUMENTAIRE EN DÉBAT AU CLUB DE PRESSE DE OOREDOO

La préservation de la mémoire nationale au cœur du devoir journalistique

Dans le cadre des activités de son Club de Presse, et coïncidant avec la célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, Ooredoo a organisé, hier, la 80ème session de formation au profit des journalistes, portant sur le thème: «Le rôle de la production cinématographique historique dans la préservation de la mémoire nationale». Cette session de formation, qui s'est déroulée à Akadimia de Ooredoo, a été animée par M. Said OULMI, réalisateur et documentariste émérite, reconnu pour sa passion et son engagement à mettre en lumière les chapitres les plus édifiants de l'histoire de l'Algérie, notamment durant la période coloniale. M. Oulmi a évoqué l'importance du film documentaire dans la narration des événements historiques, la préservation de la mémoire collective et la communiquer aux générations futures, ainsi que la contribution du film documentaire historique à l'édification de l'identité nationale et au renforcement de l'esprit de citoyenneté. Il a expliqué aux participants les étapes de réalisation d'un film documentaire historique, de l'idée à la diffusion, et les piliers sur lesquels il se construit à partir de documents écrits, d'archives audiovisuelles, de témoignages en direct, d'interventions de chercheurs et d'historiens et de lieux de mémoire.

UN PLAN POUR RÉGULER LE MARCHÉ

Le ministre du commerce affine sa stratégie

Le déséquilibre de l'approvisionnement en produits essentiels, touche directement à la vie quotidienne des citoyens. Décrié et souvent fustigé par le citoyen, le système d'approvisionnement du marché semble aléatoire. Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni veut mettre plus d'ordre et tape du pied dans cette

Par Réda Hadi

Dans une allocution prononcée lors de la rencontre Gouvernement-walis, présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Zitouni a indiqué que ce plan vise à réguler le marché national, réorganiser les activités commerciales, développer les réseaux de distribution, et renforcer les mesures de contrôle économique et de protection du consommateur.
Cette stratégie ambitieuse, repose sur trois axes principaux et vise à moderniser le cadre législatif, organiser le marché national et renforcer les mécanismes d'approvisionnement et de distribution des marchandises.
Ainsi donc, le premier volet de cette stratégie concerne la modernisation du cadre législatif et réglementaire, pour mieux structurer les activités commerciales, qu'elles soient classiques ou numériques. Ainsi, le ministère procèdera à une révision en profondeur de l'ensemble des textes réglementant le secteur. Pour cela, un projet de loi spécifique sur l'approvisionnement, la régulation du marché et la protection du pouvoir d'achat est en cours d'élaboration.
Par ailleurs, les lois encadrant les pratiques commerciales, y compris le commerce électronique, ainsi que les réglementations sur les espaces commerciaux et les réseaux de distribution, seront mises à jour pour s'adapter aux nouvelles données de cette activité.
Des efforts similaires s'appliquent également aux textes liés à la protection des consommateurs, à la qualité et à la sécurité des produits et services, ainsi qu'aux procédures de contrôle des produits importés aux frontières.

Garantir un approvisionnement constant en produits

Le deuxième axe de la stratégie du ministère du Commerce intérieur porte sur l'organisation et la stabilisation du marché national. L'objectif est de garantir un approvisionnement constant en produits de grande consommation, tout en maîtrisant les fluctuations des prix. Cette opération inclut la démarche de suivi des circuits d'approvisionnement, de la production ou de l'importation jusqu'au consommateur, grâce à des outils numériques.
Le ministère s'engage également à développer les réseaux de distribution et à renforcer l'approvisionnement des régions du Sud par l'ouverture de nouveaux points de vente gérés par des offices publics. Une opération qui sera accompagnée d'une carte nationale des capacités de stockage, qui est en phase de préparation, incluant les chambres froides, pour absorber les surplus de production et mieux gérer les stocks.
Par ailleurs, des plans spécifiques sont mis en place pour anticiper les besoins liés à des périodes clés, comme le mois de Ramadhan 2025 ou la saison estivale dans les wilayas côtières. L'installation de marchés de gros régionaux dans plusieurs wilayas constitue également une priorité pour améliorer l'accès aux produits alimentaires. En parallèle, le ministère vise à dynamiser le commerce et à stimuler le développement local, à travers, entre autres, les projets d'investissement de la Société algérienne des foires et des exportations (Safex), présente dans 12 wilayas, avec un accent particulier sur l'organisation de manifestations économiques régionales. Des marchés de proximité seront aussi déployés à travers tout le pays pour répondre aux besoins des citoyens pendant les périodes scolaires et les fêtes religieuses.
Outre ces mesures, une importance particulière est accordée au commerce électronique, non seulement pour promouvoir cette pratique auprès des commerçants, mais de plus pour renforcer la rentabilité des centres commerciaux électroniques, en y intégrant des campagnes de sensibilisation sur la consommation responsable pour rationaliser la consommation et réduire le gaspillage.
Pour le troisième pilier de cette stratégie, il s'agit de mettre l'accent sur le contrôle et la lutte contre les pratiques commerciales illégales. Le ministère veille à un contrôle strict des prix et des marges bénéficiaires réglementées pour les produits de grande consommation, tout en imposant aux producteurs et importateurs de soumettre les structures tarifaires de leurs produits à une révision régulière.

PROGRAMME D'ÉLARGISSEMENT DES ACTIVITÉS DES MICRO-ENTREPRISES

Organisation d'une journée d'information à Oran par l'ANADE

Le programme d'élargissement et de diversification des activités des micro-entreprises, financé par l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a constitué le thème d'une journée d'information, organisée hier à Oran. Houari Mahla, directeur de l'antenne d'Oran de l'ANADE, a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une campagne de sensibilisation visant à informer les artisans et les opérateurs des différents secteurs, qui ne bénéficient pas encore des dispositifs de soutien de l'Etat, aux avantages offerts par cette agence et les modalités de bénéfice du soutien et du financement de cet organisme, ainsi que les avantages fiscaux et douaniers qui y sont associés. Mouad Abed, président du bureau de la wilaya d'Oran de l'Union générale des commerçants et des artisans algériens (UGCAA), a déclaré que "la majorité des membres de l'Union ont exprimé leur volonté de bénéficier de ce programme, en particulier ceux activant dans des secteurs tels que les jardins d'enfants, les laboratoires d'analyses, les services de santé, la couture, la production de lait et les auto-écoles".

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Les entreprises nationales relèvent le défi

La 32e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) (19 au 28 décembre) constitue un véritable témoignage de l'essor des entreprises algériennes et leur détermination à répondre aux attentes du marché national et à contribuer à la diversification économique et la réduction des importations. L'édition 2024 de la FPA a ainsi mis en lumière la diversité et la richesse de l'industrie algérienne tout en démontrant la volonté des entreprises nationales à se tailler une place de choix sur le marché local, voire international, a constaté l'APS. Parmi les nombreuses entreprises nationales qui ont capté l'attention des visiteurs de la Foire, le groupe Gitex, spécialisé dans l'industrie textile et des cuirs. Une gamme diversifiée est offerte aux grands publics: chaussures, baskets, vestes en cuirs, couettes, draps et serviettes de bain soigneusement brodées. Le Stand ne désemplit pas des visiteurs. «Il est agréable de constater que le Made in Algeria gagne en popularité malgré la concurrence rude des produits étrangers», a commenté Hadia Krimat, face à cet engouement. Mme Krimat, représentante du groupe, estime que les produits locaux «bénéficient d'un excellent rapport qualité-prix , ce qui répond aux attentes des familles».
Dans ce sens, elle a annoncé le lancement d'une nouvelle gamme de vêtements pour enfants, à des prix étudiés, à l'occasion de la prochaine fête de l'Aïd. Le groupe compte également ouvrir, à partir de 2025, un nouvel atelier de chaussures et cuir dédié au grand public, a-t-elle dévoilé, en précisant, qu'actuellement «80% de la filière chaussure est destinée à l'approvisionnement de l'Armée Nationale Populaire (ANP)». «L'atelier, qui sera établi à Chéraga, devrait renforcer notre présence sur le marché national de la chaussure», a-t-elle ajouté. Autre fleuron de l'industrie nationale, l'Entreprise publique économique de production de boulonnerie, coutellerie et robinetterie (BCR) se distingue par une large gamme de produits en inox. Elle propose notamment des pièces de vaisselle de luxe, incluant des coffrets de couverts en inox.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉUNION GOUVERNEMENT-WALIS

Les principales recommandations

La réunion annuelle Gouvernement-walis, dont les travaux clôturés hier mercredi, a été soldée par une série de recommandations visant à insuffler une nouvelle dynamique au niveau des collectivités locales, notamment en matière de développement.

Par Sirine R

Les participants à cette réunion, placée cette année sous le thème : «Collectivités locales : locomotive du développement national», ont recommandé d'intégrer des dispositions légales pour renforcer le rôle du wali en matière de gestion financière, de mettre en place un programme de développement basé sur des plans pluriannuels et réajuster l'enregistrement du programme d'investissement public et d'accorder des subventions financières aux communes et améliorer la gestions des grands projets structurants.

Ainsi, les participants à l'atelier « Les leviers financiers et budgétaires favorisants un développement socio-économiques local équilibré et durable» ont également recommandé d'élaborer un décret relatif à la programmation budgétaire, renforcer les ressources humaines et soutenir les communes et wilayas en leur fournissant les moyens nécessaires, tout en simplifiant les procédures contractuelles et de réactiver les directions de la programmation avec la création d'un Conseil national des finances et de la fiscalité, et valoriser les capacités liées à la fiscalité locale.

Concernant le chapitre de la sécurité alimentaire et hydrique, les participants ont recommandé de renforcer les mesures de soutien à la production de céréales, activer le rôle des centres de recherche et d'accompagnement technique des agriculteurs, élargir les surfaces irriguées et encourager la coopération entre agriculteurs, d'utiliser des semences résistantes à la sécheresse et développer les capacités de stockage dans des chambres frigorifiques en facilitant l'accès aux crédits bancaires pour les agriculteurs. L'autre recommandation importante concerne la nécessité d'étendre les surfaces dédiées à la culture des fourrages pour réguler le marché de la viande rouge ; l'encouragement des industries de transformation en accompagnant financièrement, administrativement et techniquement les investisseurs. Dans le domaine hydrique, les participants ont mis l'accent sur l'accélération de la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer pour garantir la sécurité hydrique et construire des barrages. S'agissant de la promotion de l'investissement, les participants à cette réunion ont recommandé de mettre en place un mécanisme consultatif entre les walis et l'Agence nationale de promotion de l'investissement, d'orienter les terrains industriels aménagés vers des projets de petite taille, selon une étude spécifique réalisée au niveau de la plateforme des investisseurs, d'encourager les secteurs clés de l'investissement en fonction des compétences de chaque région, en modifiant la législation relative à l'attribution des terrains industriels, notamment en élargissant le travail des commissions de travail régionales et d'accélérer l'aménagement des zones franches dans les wilayas frontalières et créer des entités spécialisées dans la gestion des passages frontaliers. Et d'assainir le foncier agricole en traitant les dossiers en suspens.

Une feuille de route pour accélérer l e développement local

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a affirmé, au premier de cette réunion, que les orientations données, mardi, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son allocution lors de la rencontre Gouvernement-walis, constituaient une feuille de route pour accélérer la cadence du développement local et conférer davantage d'efficacité à la mise en œuvre des politiques publiques.

Merad a précisé que cette rencontre périodique visait à «garantir une coordination continue et une synergie à même de conférer davantage d'efficacité à la mise en œuvre des politiques publiques et de répondre aux aspirations des citoyens».

Des aspirations "placées au centre des préoccupations du président de la République", a-t-il dit, en voulant pour preuve "les orientations judicieuses données aujourd'hui par le président de la République dans son discours pour accélérer la cadence du développement local, en tant que levier du développement national, lesquelles orientations serviront de feuille de route que chacun d'entre nous, à son niveau de responsabilité, veillera à mettre en œuvre".

Et de souligner que "la réalisation d'un équilibre en matière de développement entre les différentes régions du pays est l'un des fondements sur lesquels repose l'approche de développement décidée par le président de la République et que les collectivités locales s'attèlent à mettre en œuvre à travers un vaste programme de rattrapage dans les zones d'ombre avec une enveloppe de plus de 341 milliards de dinars".

Ce programme a permis de réaliser "plus de 29.000 projets, soit l'équivalent de 98,7%", a-t-il précisé, ajoutant que "les efforts consentis ont permis d'atteindre des indicateurs exceptionnels au profit de près de 6,2 millions d'habitants, notamment le raccordement de plus de 580.000 habitations au réseau d'eau potable et de plus de 100.000 habitations au réseau électrique, outre la réhabilitation et la rénovation de 9.000 km de routes et l'ouverture de 5.000 km de pistes dans ces régions".

UNE RICHESSE VITALE À PRÉSERVER

Nécessité d'une décentralisation accrue

Par Mourad A.

L'Algérie, un pays à faible pluviométrie et confronté à des pressions croissantes sur ses ressources naturelles, est le gardien d'une richesse précieuse : une réserve stratégique estimée à plus de 30 000 milliards de mètres cubes d'eau. Bien que cette réserve soit majeure, elle est menacée par de multiples facteurs environnementaux et humains. Malek Abdeslam, hydrogéologue et expert en gestion des ressources en eau, tire la sonnette d'alarme : cette richesse n'est pas éternelle et doit être protégée avec une vigilance accrue.

Les ressources hydriques algériennes, bien que vastes, sont principalement composées de nappes phréatiques et d'aquifères, notamment ceux du Sahara. Cependant, ces réserves ne sont renouvelables qu'à hauteur de 1 %, ce qui signifie que leur exploitation excessive pourrait entraîner un épuisement irréversible. Lors de son intervention sur la « Chaîne II » de la radio nationale, Malek Abdeslam a indiqué que la surexploitation des nappes pour l'irrigation, combinée à la pollution industrielle et agricole, menace directement leur viabilité à long terme. De plus, le changement climatique exacerbe la situation, réduisant les précipitations et augmentant la fréquence des périodes de sécheresse. Cette pression climatique ajoute un niveau d'urgence à la gestion des ressources en eau, qui doivent être stratégiquement conservées pour les générations futures.

Face à ces menaces, l'Algérie mise sur le dessalement de l'eau de mer comme solution complémentaire. Avec une grande expérience dans ce domaine à l'échelle africaine, le pays continue d'investir dans des infrastructures capables de fournir jusqu'à 300 000 mètres cubes d'eau par jour. Même si ces installations sont énergivores et coûteuses, elles représentent une bouée de sauvetage pour répondre à la demande croissante en eau, notamment dans les zones côtières. Cependant, comme le souligne Malek Abdeslam, ces efforts doivent être complétés par une modernisation des infrastructures existantes. Actuellement, beaucoup d'eau distribuée est perdue en raison de fuites et d'un réseau vieillissant. La modernisation de ces systèmes pourrait significativement réduire ces pertes et optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

La question de l'eau est étroitement liée à celle de la sécurité alimentaire. En Algérie, où l'agriculture est un secteur crucial, la raréfaction de l'eau pourrait avoir des conséquences dramatiques. « La sécurité hydrique est indissociable de la sécurité alimentaire », affirme M. Abdeslam, insistant sur la nécessité d'intégrer des technologies modernes d'irrigation et d'adopter des pratiques agricoles durables pour minimiser le gaspillage.

Pour protéger ce trésor hydrique, l'Algérie doit agir sur plusieurs fronts. Cela inclut la sensibilisation de la population à l'importance de l'économie d'eau, le renforcement des partenariats internationaux pour le développement de technologies innovantes, et la formation d'ingénieurs et techniciens spécialisés. Malek Abdeslam souligne que « chaque goutte d'eau économisée aujourd'hui représente une garantie pour demain ».

906 milliards de DA investis en cinq ans

Enfin, une meilleure coordination entre les institutions publiques, les acteurs économiques et les universités est essentielle pour relever les défis. Dans un contexte où les changements climatiques imposent une pression supplémentaire, seule une stratégie globale et inclusive permettra de préserver les 30 000 milliards de mètres cubes d'eau, un bien commun d'une valeur inestimable pour l'Algérie et son avenir. Au cours des cinq dernières années, l'Algérie a investi environ 906 milliards de DA dans le secteur hydraulique, permettant la réalisation de plusieurs projets pour renforcer les infrastructures d'irrigation et de gestion de l'eau. Parmi ces investissements, 188 milliards de DA ont été consacrés au raccordement à distance des stations de dessalement de l'eau de mer, et 70 milliards de DA à la construction de puits. Le ministre des Ressources hydriques, Taha Derbal, a également mentionné des programmes de réhabilitation et de modernisation des usines de traitement des eaux usées, ainsi que l'achèvement de projets d'interconnexion des barrages et de dérivation des eaux dans plusieurs régions.

La production d'eau en Algérie dépasse les 3 milliards de m^3 par an, avec une contribution de 55 % des eaux souterraines, 25 % des eaux de surface et 20 % de l'eau dessalée. Ces efforts ont permis de surmonter les difficultés d'approvisionnement, notamment dans les wilayas les plus affectées par la baisse des niveaux des barrages. En outre, 98 % de la population est désormais raccordée au réseau d'eau potable. Le président de la République a également abordé le dessalement de l'eau de mer, annonçant la mise en service de cinq nouvelles stations avant le mois de Ramadhan.

MONNAIE

Le dollar quasiment stable

Le dollar est resté quasiment stable mardi, encore soutenu par les perspectives de moindres baisses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), en cette période d'échanges limités. Vers 20H30 GMT, le billet vert grappillait 0,12% par rapport à la monnaie européenne, à 1,0395 dollar, et glanait 0,02% face à la devise britannique, à 1,2535 dollar. Le Dollar Index, qui compare le billet vert à un panier de six devises, progressait de 0,14%. La semaine dernière, la banque centrale américaine, tout en réduisant ses taux d'intérêt de 0,25 point de pourcentage, a indiqué qu'elle ne projette désormais plus que deux baisses de taux l'année prochaine, contre quatre initialement envisagé. L'inflation américaine a cependant progressé moins qu'attendu en novembre, si l'on s'en tient à un récent indice PCE, jauge favorite de la Fed, ce qui laisse planer le doute sur un futur ralentissement du rythme de ses coupes. L'euro reste particulièrement sous pression face au billet vert.

PÉTROLE

Le Brent à 73,58 dollars le baril

Les cours du pétrole ont terminé en hausse mardi, poussé par les nouvelles annonces de relance en Chine, Pékin souhaitant la mise en place d'une politique budgétaire "encore plus active" pour 2025. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, a pris 1,31% à 73,58 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a gagné 1,24% à 70,10 dollars. Ces deux marchés ont fermé plus tôt exceptionnellement mardi à la veille des jours fériés.

AFIN DE PROTÉGER LES JEUNES CONTRE LES RISQUES DE CE FLÉAU

Le Gouvernement appelé à élaborer une stratégie de lutte contre la drogue

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi à Alger, que le Gouvernement était appelé à élaborer une stratégie nationale multidimensionnelle de lutte contre la drogue durant le premier trimestre de 2025 pour protéger les jeunes contre les risques de ce fléau. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, tenue au Palais des Nations (Club des Pins), le président de la République a souligné que le Gouvernement était "appelé à élaborer une stratégie nationale multidimensionnelle de lutte contre la drogue et les substances psychotropes durant le premier trimestre de 2025 pour protéger les jeunes contre les risques" de ce fléau, en associant "l'ensemble des acteurs" à l'élaboration de cette stratégie. Le président de la République a également enjoint aux walis de "consacrer des espaces aux petites activités professionnelles qui n'entrent pas dans le cadre des activités des zones industrielles" pour "la réalisation d'ateliers dédiés aux métiers manuels comme la construction et la plomberie", ce qui contribuera, a-t-il dit, à "l'emploi des jeunes" et à "la création d'une dynamique économique". Et de préciser que les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire "examineront les modalités de financement de ces ateliers destinés aux jeunes". Après avoir remercié tous ceux qui ont contribué à la dynamisation du secteur des start-up et à la création d'emplois, le président de la République a insisté sur la nécessité de "continuer sur cette lancée, notamment au niveau des communes reculées". Il a, par là même, enjoint aux walis de "soutenir les projets d'investissement, quelle qu'en soit la taille, pour créer des emplois", rappelant s'être engagé lors de sa dernière campagne électorale à "créer 450.000 emplois".

AAPI

Début de la deuxième phase de mise en œuvre des réformes

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a entamé la deuxième phase de mise en œuvre des réformes notamment pour le renforcement de l'efficacité du guichet unique et l'amélioration de la distribution des assiettes foncières, a indiqué, mardi à Alger, son directeur général, Omar Rekkache.
Dans son allocution lors des travaux de la rencontre Gouvernement-walis au Centre international de conférence (CIC), dont l'ouverture a été présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Rekkache a déclaré : "nous avons procédé au lancement effectif de la deuxième phase de la mise en oeuvre des réformes liées à l'investissement, après avoir franchi d'importantes étapes et surmonté plusieurs entraves". "Le temps est venu d'augmenter la cadence", a-t-il dit, à travers la mise en place effective d'un guichet unique où l'investisseur bénéficiera de tous les services dans un seul endroit, sans être obligé de se déplacer vers les différentes administrations. L'AAPI s'attèle avec les différents secteurs notamment l'habitat et l'environnement, à l'amendement des dispositions règlementaires en vue de consacrer le principe d'octroi des autorisations au niveau des guichets uniques de l'Agence.
Dans le cadre de la concrétisation de ces réformes, l'AAPI s'emploie à améliorer l'orientation des investissements, avec l'introduction de plusieurs améliorations dans le réseau d'évaluation et ce en concertation avec les différentes parties prenantes, afin d'assurer aux investisseurs "sérieux" porteurs de projets "viables" pour l'économie nationale, des assiettes foncières "en toute transparence", a-t-il souligné.
Il a, en outre, évoqué la révision du mode de fonctionnement du conseil d'administration de l'AAPI, constitué des secteurs concernés par les procédures d'investissement, et ce en relevant le taux de représentation. Ce conseil est chargé d'identifier les activités prioritaires dans chaque région et d'allouer les assiettes foncières en conséquence, tout en veillant à ce que chaque wilaya bénéficie équitablement de l'implantation des projets, en harmonie avec ses spécificités.

ANNABA

Saisie de plus de 50 kg de kif traité et arrestation de deux individus

Une quantité de 52,8 kg de kif traité a été saisie, à Annaba, et deux personnes ont été arrêtées lors d'une opération de police menée par le service régional de lutte contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, basé à El-Hadjar, selon un communiqué publié mercredi par la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les mêmes services ont également saisi, dans le cadre de la même opération, 115 grammes de drogue dure (cocaïne), une somme de 10 millions de dinars provenant de la commercialisation de ce ces substances prohibées, en plus de trois véhicules de tourisme utilisés par les suspects appréhendés, membres d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic illégal de différents types de stupéfiants, ajoute le document. Les deux suspects, âgés de 37 et de 54 ans, ont été interpellés à la suite d'investigations effectuées par le service régional de lutte contre le trafic de stupéfiants sous l'égide du parquet, ajoute encore le communiqué de la sûreté de wilaya. Après finalisation des procédures légales d'usage, les deux suspects ont été déférés dans la soirée de mardi devant le procureur de la République près le tribunal d'El-Hadjar pour "importation, expédition, stockage et mise en vente de kif et de cocaïne dans le cadre d'un groupe criminel organisé, et blanchiment d'argent", conclut le document.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	0,00	-0,51	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 320,00	2350,00	+1,29	0,64	2,08	7,05	7,66	276	648 600,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 237,00	2235,00	-0,09	-0,66	-2,06	11,76	5,59	140	312 900,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,07	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-12,73	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Décembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	66	82	50	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	68	78	58	الطماطم		
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف		
	Ail sec	470	541	398	الثوم الجاف		
	Carotte	66	76	57	الجزر		
	Navet	80	89	70	لفت		
	Choux fleur	78	88	69	قرنبيط		
	Choux	72	81	63	الكرنب		
	Courgette	166	181	151	الكوسة		
	Haricot vert	190	209	172	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	89	101	76	الخس		
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة	
	Mandarine	100	130	70	المندرين		
	Orange	120	140	100	البرتقال		
	Citron	126	146	106	الليمون		
	Pomme locale	370	474	267	التفاح المحلي		
	Datte	517	646	388	التمر		
	Banane	418	438	399	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1762	1892	1632	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)		

ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Les grands axes à développer

La numérisation aujourd'hui n'est plus un choix et devient un impératif et même enjeu de souveraineté, a indique le consultant en développement économique, en l'occurrence Abderrahmane Hadef, considérant ainsi le numérique comme un levier stratégique pour améliorer la performance économique, l'innovation et la compétitivité du pays.

Par Z R.

Hadef qui est également un ardent défenseur de la transformation numérique en Algérie, a mis en avant, dans ses différentes contributions et sorties médiatiques, l'importance des infrastructures numériques, de la digitalisation des processus économiques et de l'adoption des nouvelles technologiques pour accélérer le développement national. Dans ce cadre il a fait une proposition concernant la transformation numérique en Algérie, en définissant les grands axes à développer afin d'atteindre les objectifs escomptés.

1. Vision et Objectifs de la Transformation Numérique

La vision de la transformation numérique est de faire de l'Algérie un hub régional pour les technologies numériques, en intégrant des solutions innovantes dans tous les secteurs économiques et sociaux. Ses objectifs et d'accroître l'efficacité des administrations publiques à travers la digitalisation ; de promouvoir l'entrepreneuriat numérique et les startups et de stimuler la compétitivité économique en intégrant des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle (IA), le Big Data et l'Internet des objets (IoT).

2. Infrastructures et Écosystème

Concernant l'infrastructure numérique, il est recommandé d'étendre les réseaux haut débit et la fibre optique dans tout le pays, y compris les zones rurales et de renforcer les infrastructures Cloud pour le stockage et la sécurité des données.
Quant à l'écosystème numérique, il est nécessaire de créer des zones technologiques dédiées au développement d'entreprises numériques (tech hubs, parcs numériques) et d'encourager les partenariats entre le secteur public et privé pour innover dans le domaine numérique.

3. Formation et Emploi

Formation : Intégrer des programmes de formation en compétences numériques dans les universités et centres de formation professionnelle et mettre en place des incubateurs et accélérateurs pour soutenir les jeunes talents et entrepreneurs.
Création d'emplois : Favoriser l'émergence de métiers liés aux nouvelles technologies, tels que les développeurs d'applications, les spécialistes en cybersécurité, et les analystes de données.

4. Cadre Légal et Réglementaire

Adapter les lois existantes pour sécuriser les transactions numériques et protéger les données personnelles et simplifier les procédures administratives grâce aux plateformes numériques (e-gouvernement).

5. Résultats Attendus

Les résultats attendus de cette vision sont l'amélioration de l'efficacité des services publics, hausse des investissements étrangers dans le secteur numérique ; création d'un environnement entrepreneurial dynamique, avec un focus sur l'innovation et intégration renforcée de l'Algérie dans les chaînes de valeur numériques globales.

Quatre (04) piliers essentiels pour accélérer la Transformation Numérique

Abderrahmane Hadef propose une vision structurée autour de quatre piliers essentiels pour accélérer la transformation numérique des administrations et des services publics en Algérie, répondant à des besoins cruciaux de modernisation, d'efficacité, et de sécurité.

1. Le Cloud Souverain

Le Cloud Souverain est une infrastructure nationale centralisée destinée au stockage et au traitement sécurisé des données publiques et sensibles. L'objectif principal de cette infrastructure numérique est de garantir la souveraineté des données gouvernementales en évitant leur hébergement sur des serveurs étrangers, tout en mutualisant les ressources informatiques afin de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité.
Concernant la mise en œuvre de ce premier pilier, Hadef a plaidé pour la création de centres de données (data centers) nationaux de pointe et le développement d'un cadre de gouvernance régissant l'accès à, et l'utilisation des, données publiques. Les résultats attendus comprennent notamment une sécurisation accrue des données ainsi qu'une réduction des délais pour le traitement et le partage d'informations entre les administrations.

2. L'Identifiant Numérique

L'Identifiant Numérique est un système d'identification unique pour chaque citoyen et entreprise, centralisé et intégré dans les bases de données gouvernementales. Son objectif est de simplifier l'accès aux services publics en ligne et lutter contre la fraude et améliorer la traçabilité des transactions administratives.
Sa mise en œuvre permettra le développement d'un système unifié basé sur des technologies sécurisées (biométrie, blockchain) et l'intégration de l'identifiant dans les plateformes de l'état civil, de la santé, des impôts, et des services sociaux. Concernant les résultats attendus de ce système c'est d'assurer une fluidité et transparence dans les démarches administratives et réduction des doublons et des erreurs administratives.

3. Certification et Signature Électroniques

La Certification et la Signature Électroniques sont des outils clés pour valider légalement les documents numériques et garantir leur authenticité. Leurs objectifs sont de rendre les transactions numériques officielles et juridiquement contraignantes, de réduire la dépendance au papier et d'encourager les démarches à distance. Pour la mise en œuvre de ce troisième levier, il est recommandé de créer une autorité nationale de certification électronique et d'adopter un cadre légal pour réguler l'usage des signatures électroniques dans les contrats et les documents administratifs. Les résultats attendus: un gain de temps et réduction des coûts administratifs et également une confiance accrue dans les échanges numériques entre les citoyens et l'administration.

4. Interopérabilité et Cybersécurité des Systèmes d'Information

L'Interopérabilité et la Cybersécurité assurent une communication fluide et sécurisée entre les systèmes d'information des différentes administrations via un Réseau Intergouvernemental. Son objectif est de permettre aux différentes institutions de partager des données en temps réel et de protéger les systèmes contre les cyberattaques et les intrusions. Sa mise en œuvre passe le développement de standards communs pour l'interopérabilité des systèmes ; la création d'un centre national de surveillance et de réponse aux incidents de cybersécurité et la formation des agents publics à la gestion des risques numériques. Les résulats attendus : amélioration de la coordination entre institutions et protection des infrastructures critiques et des données sensibles.

Conclusion

Ces quatre piliers – Cloud Souverain, Identifiant Numérique, Certification et Signature Électroniques, et Interopérabilité et Cybersécurité – forment une base solide pour transformer les administrations publiques algériennes en entités modernes, efficaces, et sécurisées. Leur mise en œuvre permettrait non seulement d'améliorer les services aux citoyens, mais aussi de renforcer la souveraineté numérique du pays.

Biographie

Abderrahmane Hadef est un consultant algérien en développement économique. En 2024, il a activement participé à des interventions médiatiques et à des événements clés pour partager son expertise dans divers domaines, notamment la gestion du foncier économique, le développement des zones industrielles, et l'attractivité des investissements en Algérie.
Il est engagé dans des projets liés à la diversification économique, à l'innovation, et à la compétitivité nationale, en contribuant par ses analyses et recommandations à des réformes économiques stratégiques. Il est directement impliqué dans l'implémentation du projet de coopération économique entre l'Algérie et l'Union Européenne «Sustainable Investments PartnershipSIP» ayant comme objectif l'attractivité et la promotion des investissements européens en Algérie. Le projet est mis en œuvre le cabinet international GINGER SOFRECO en collaboration entre la Délégation de l'Union Européenne à Alger, Le Ministère des Affaires Étrangères et l'Agence Algérienne de promotion des investissements.

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Plus de 500 projets à réaliser entre 2025 et 2026

La Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, a révélé que plus de 500 projets seraient réalisés durant la période 2025-2026 dans le cadre du plan national de mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation numérique, visant essentiellement la promotion du Service public. Dans une allocution prononcée, mardi, lors des travaux de la première journée de la rencontre Gouvernement-walis tenue au Palais des nations, Mme Benmouloud a affirmé que le Haut- commissariat à la numérisation, "a procédé en collaboration avec tous les secteurs ministériels et organismes publics, à l'élaboration, dans une première étape, du plan national de mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation numérique à court terme (2025-2026)". Ella fait état, dans ce sens, de "Plus de 500 projets à réaliser lors de cette période", précisant que 75% de ces projets étaient liés à la promotion du Service public. Et de rappeler que le Haut-commissariat s'efforce, depuis sa création, d'asseoir les fondements de la transformation numérique, à commencer par l'élaboration de la stratégie nationale de transformation numérique : "Algérie Numérique 2030", adoptée comme première référence nationale régissant et encadrant le processus de transformation numérique. Cette stratégie repose "sur cinq axes stratégiques à savoir les infrastructures de base, les ressources humaines, la formation, la recherche et le développement, la gouvernance numérique, l'économie numérique et la société numérique, desquels découlent 25 objectifs stratégiques", a-t-elle expliqué. Elle a affirmé que "la base fondamentale pour l'aboutissement de la transition numérique dans notre pays est liée à l'un des principaux axes de la stratégie nationale, à savoir l'infrastructure nécessaire consistant premièrement en les réseaux de communication de haute qualité, un créneau dans lequel l'Etat a franchi, à la faveur des efforts du ministère de la Poste et des Télécommunications, des pas importants en termes d'infrastructures de connexion". Dans ce contexte, la responsable a rappelé les efforts des différents départements ministériels dans le domaine numérique, dont plusieurs ont réalisé un bond qualitatif en matière d'accélération de l'opération de numérisation des services publics". Parallèlement à ce progrès "le Haut commissariat à la numérisation s'attèle à réaliser un système informatique intégré, dont les principales composantes sont la plateforme nationale d'interopérabilité qui vise à relier les secteurs ministériels et les instances publiques via un réseau souverain et sécurisé". Elle a également cité "le Portail national interactif des services numériques qui permettra aux citoyens et aux entreprises un accès unique à tous les services publics numériques, ce qui simplifiera les opérations sans avoir à se déplacer aux différentes administrations, notamment pour les habitants des régions éloignées, une démarche qui intervient pour la concrétisation des principes de transparence et d'équité en matière d'accès à l'information". Par ailleurs, Mme Benmouloud a souligné l'engagement du Haut-commissariat à "l'accompagnement technique de toutes les initiatives numériques pouvant être lancées au niveau local en vue d'une gouvernance efficiente de la gestion, mais aussi pour lutter contre la bureaucratie et faciliter la vie quotidienne des citoyens". "L'Algérie connaît une transition claire vers la numérisation qui exige la conjugaison de tous les efforts afin d'atteindre la transformation numérique escomptée et de placer, ainsi, l'Algérie en tête des classements mondiaux" conclut la ministre.

R E.

MÉDÉA

Trois nouvelles structures pour le secteur de l'éducation

Le secteur de l'Education nationale à Médéa s'est renforcé par trois nouvelles structures du cycle primaire et secondaire qui vont contribuer à l'amélioration des conditions de scolarisation, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale de l'éducation. Deux écoles primaires, la première située à la cité Haouch Bayazid, périphérie nord de Médéa, et la deuxième au niveau du quartier Ain-D'heb, dans la commune de Médéa, ont été réceptionnées à la mi-décembre courant et seront fonctionnelles à la reprise des cours en janvier prochain, a précisé la même source. Un établissement de l'enseignement secondaire localisé dans la commune de Hannacha, ouest de Médéa, a également été réceptionné et accueillera, au retour des vacances d'hiver, les élèves qui faisaient le déplacement jusqu'au chef-lieu de la daïra d'Ouamri dont relève ladite commune, a-t-on ajouté. A noter, plus d'une vingtaine de structures scolaires couvrant les trois cycles sont actuellement en chantier à travers de nombreuses communes, dont certaines affichent des taux d'exécution très avancés et devraient être livrées progressivement au courant de l'année 2025.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENTS POUR L'ÉTÉ À ANNABA

Chetaibi prépare déjà la haute saison

Dans le cadre du programme de développement touristique de la Perle de l'est, la wilaya d'Annaba a tourné toute son attention vers les projets potentiels de la commune de Chetaïbi.

Elle supervise les projets de développement des corniches, des plages et la création d'espaces de loisirs sur la bande côtière de cette commune au potentiel exponentiel. Dans cet esprit, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, a donné des consignes au bureau d'étude en charge du projet de réaménagement de la place principale de Chetaïbi. Il leur a demandé d'opter pour un design contemporain et artistique, semblable à ce qui sera réalisé pour la corniche de Vedro, dans la commune d'Annaba. Dans le même contexte, la corniche de Chetaïbi fera l'objet d'un projet de remise à niveau sur une distance de 1.000 mètres, avec la mise en place d'un réseau d'éclairage public photovoltaïque. Pour rappel, la commune de Chetaïbi fait l'objet d'une série de projets de développement touristique et économique depuis plus d'une décennie. La calanque du port de pêche de Chetaïbi a été transformée en un boulevard moderne sur une distance de 1.000 mètres. Ce boulevard dispose de plusieurs terrasses, kiosques, espaces verts et surfaces de détente pour les vacanciers mais aussi les habitants de Chetaïbi, sans compter les travaux d'urbanisation et les projets de logements sociaux réalisés. L'autre point important concerne le projet d'agrandissement du port de Chetaïbi, qui a porté ses fruits avec l'aménagement d'un espace d'amarrage d'une capacité d'accueil de 600 embarcations de pêche et l'aménagement d'espaces de promenade et de commerces aux quais de ce port en perpétuelle expansion. Le port de Chetaïbi a désormais une capacité d'accueil de 600 navires de pêche. Les travaux de confortement et de protection de la jetée du port de pêche de Chetaïbi, dont le budget a coûté à l'État environ 1.800 millions de dinars. Conjuguée aux 627 navires de pêche dont dispose la wilaya d'Annaba, la capacité des ports de pêche est passée à plus de 1.200 navires, ce qui ne manquera pas de se répercuter positivement sur la productivité à venir de la wilaya. Entre 2017 et 2019, la main-d'œuvre opérant au niveau des ports de pêche de Chetaïbi et d'Annaba, sur mer et sur les quais, est passée de 5.400 à plus de 6.000 travailleurs. Pour compléter le projet du port, la wilaya d'Annaba a lancé la construction d'un marché de vente en gros des produits maritimes, projet dont la première partie fut achevée récemment. La prochaine phase du projet consistera en l'aménagement du marché et l'installation du système de réfrigération pour que le marché puisse entrer en service au courant de l'année 2025.

JIJEL

600 millions de dinars alloués au traitement des glissements de terrain ayant affecté le CW135

Une enveloppe de 600 millions de dinars a été allouée au traitement des glissements de terrain enregistrés sur le chemin de wilaya (CW) n 135-B dans son segment reliant les communes de Chahna et de BoucifOuled Askar (Jijel), a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des Travaux publics (DTP)."A la suite des perturbations climatiques enregistrées dans la wilaya de Jijel, les 8 et 29 février derniers, occasionnant plusieurs glissements de terrain sur plusieurs axes routiers, une enveloppe de 600 millions de dinars a été mobilisée pour la réparation des dégâts recensés sur le CW 135-B", a précisé Adel Lachehab, cadre à la DTP.Il a souligné, à cet égard, que toutes les procédures administratives nécessaires ayant été finalisées, les travaux débuteront "au cours du 1er trimestre de l'année 2025".Le même cadre a également fait part de la "prise en charge des différents points noirs affectant le CW 135-B près du pont situé à proximité du carrefour de la commune d'El-Anser".L'opération donnera lieu à l'élargissement de la chaussée, ce qui permettra aux conducteurs de "circuler avec davantage de confort", a-t-il ajouté.La wilaya de Jijel a bénéficié d'un montant de l'ordre de 5,31 milliards de dinars en vue de la réparation de l'ensembles des dégâts causés par les intempéries enregistrées en février dernier, a rappelé la même source.

BORDJ BOU ARRERID

Session de formation pour les enseignants des classes d'alphabétisation

Une session de formation pour les enseignants des classes d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes s'est ouverte mardi à Bordj Bou Arreridj. Pas moins de 200 enseignants participent à cette session de trois jours tenue au lycée AïssaHamitouche dont l'objectif est de les initier aux compétences d'enseignement de la langue arabe et de l'arithmétique pour les différents niveaux, a indiqué à l'APS Batoul, chargée de la communication à l'annexe local de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement adultes.
L'accent sera porté durant cette formation sur l'exploitation du matériel et documents didactiques en tant qu'outils de mise en œuvre du programme destiné à ces classes pour l'enseignement de la langue arabe et l'arithmétique, selon la même source qui a relevé l'importance de ces formations pour le perfectionnement des compétences des enseignants.

CITES BOSQUET ET EL-MANSOURAH (CONSTANTINE)

La rénovation des immeubles est lancée

Une opération de rénovation d'immeubles de la cité Bosquet et El-Mansourah, dans la ville de Constantine vient d'être lancée par la direction locale du Logement, a-t-on appris, des services de la wilaya.
L'opération financée à hauteur de 37 millions de dinars porte sur le ravalement des façades des immeubles ciblés, la réparation de l'étanchéité et la réhabilitation des réseaux d'assainissement défectueux, a indiqué la même source qui a mis l'accent sur l'importance de ces travaux dans l'amélioration du cadre de vie des habitants.
Les travaux de rénovation concerneront une vingtaine d'immeubles, a précisé la même source, affirmant qu'un plan d'action a été arrêté de concert avec les habitants concernés pour permettre une meilleure conduite des travaux. Pour rappel, la direction locale du Logement avait lancée auparavant la mise à niveau d'une centaine d'immeubles situés à travers plusieurs quartiers de la ville de Constantine, à l'instar de Boussouf, Djebel Ouahch, Ziadia, Boudjenana et Zouaghi Slimane.
Le choix des immeubles concernés par ces travaux a été établi sur la base de rapports techniques sur l'état de ces édifices n'ayant pas bénéficié de travaux d'entretien depuis des décennies, a-t-on indiqué.

SÉTIF

Autorisations d'exploitation exceptionnelle pour 10 projets d'investissement

La commission chargée de lever les obstacles devant les projets d'investissement en suspens dans la wilaya de Sétif a donné son accord pour l'octroi d'autorisations d'exploitation exceptionnelle à 10 projets d'investissement réalisés et non-entrés en activité, ont indiqué mardi les services de la wilaya. Selon la même source, cette commission a tenu dernièrement, dans le cadre de ses activités périodiques, une réunion sous la présidence du wali, Mustapha Limani, sanctionnée par l'octroi d'autorisations d'exploitation exceptionnelle à 10 projets répartis sur le territoire de la wilaya. La même source a ajouté que cette décision est venue après l'exposé présenté par le directeur local de l'industrie sur le travail de la commission qui a inspecté, lors de deux sorties de terrain, 14 projets d'investissement, soulignant que la commission a reporté la prise de décision concernant trois dossiers et a rejeté un quatrième pour non-conformité aux dispositions de l'instruction présidentielle fixant les conditions d'obtention de ces autorisations.
Les projets ayant obtenu ces autorisations se trouvent dans les communes d'El Eulma, BazerSakra, Bir El Arch, Mezloug, Guidjel, GaltaZerga, Tellaet Rasfa et concernent, notamment l'industrie du plastique et de l'électroménager, a-t-on indiqué.
Les services de la wilaya de Sétif ont accordé à ce jour 180 autorisations d'exploitation exceptionnelle dont 173 autorisations ont été remises, 5 se trouvent en instance de signature et 2 autres ont été annulées, permettant la création de 10.442 emplois permanents, a-t-on rappelé.

PRIX NOBEL 2024

Quand l'économie rencontre l'histoire et la politique pour une vaste perspective du développement

2e partie et fin

En 2022, selon la Banque Mondiale, le revenu par habitant du Danemark est de 74 000 dollars (en termes de parité de pouvoir d'achat) alors que celui de la Sierra Leone s'établit à 1 900 dollars. Comment expliquer de telles différences de revenu entre les nations ? Comment aussi expliquer que même lorsque les pays les plus pauvres tendent à s'enrichir, ils ne rattrapent pas les plus prospères ?

Par Thierry Verdier

Comme le capital humain et les institutions sont tous deux des déterminants importants de la croissance, on peut cependant conclure qu'il est difficile de distinguer l'argument institutionnel de l'éducation de l'effet direct du capital humain sur la croissance. Au-delà de ces discussions autour de ces articles fondateurs, l'analyse présentée par Acemoglu, Johnson et Robinson suggère fortement que le type d'institutions mises en place par les colonisateurs sont un mécanisme clé qui anime la relation entre le PIB contemporain et les conditions de la colonisation. Ces travaux ont lancé une littérature dynamique sur l'importance des institutions, et les déterminants historiques des économies contemporaines. Ces études sur la persistance historique ont ouvert une nouvelle arène d'échange entre économistes et historiens spécialistes des questions économiques.

Comment changer de systèmes quand les intérêts diffèrent

Dans une autre série d'articles des années 2000,[2] Acemoglu et Robinson ont également développé un cadre théorique innovant expliquant pourquoi certaines sociétés se trouvent coincées dans le piège d'institutions extractives, et comment il est parfois possible de se libérer de ses institutions héritées du passé pour établir la démocratie et l'État de droit.

Utilisant la théorie de jeux dynamiques, l'explication des lauréats se concentre sur les conflits autour du pouvoir politique et le problème de crédibilité entre l'élite dirigeante et la population. Tant que le système politique profitera aux élites, la population ne pourra pas croire que les promesses d'un système économique réformé seront tenues. À l'inverse, un nouveau système politique, donnant à la population l'opportunité de remplacer les dirigeants qui ne tiennent pas leurs promesses, permettrait de réformer le système économique. Cependant, les élites dirigeantes ne croient pas que la population les compensera pour la perte d'avantages économiques une fois le nouveau système en place. Ce problème dit « d'engagement » à ne pas utiliser le pouvoir politique une fois qu'on le possède est difficile à surmonter. Il explique pourquoi certaines nations restent piégées dans des structures d'institutions extractives, avec une pauvreté de masse et une grande inégalité entre élites dirigeantes et autres membres de la société.

Une autre implication de ce problème d'engagement concerne aussi les implications politiques du changement technologique. Ce qu'Acemoglu et Robinson appellent « l'effet de remplacement politique ». L'idée générale est que les innovations et les changements technologiques peuvent éroder les avantages dont disposent les élites parce que cela mine leur position. Ils craignent d'être remplacés et peuvent donc ne pas être disposés à initier un tel changement. Acemoglu et Robinson ont démontré que de telles « menaces » peuvent même inciter les élites dirigeantes à bloquer de manière rationnelle l'adoption d'une nouvelle technologie pour maintenir le contrôle des institutions économiques et politiques. Ceci peut expliquer par exemple pourquoi à la fin du XIXieme siècle la Grande-Bretagne et les États-Unis ont rapidement adopté les nouvelles technologies et se sont industrialisés, alors que la Russie et l'Autriche-Hongrie, sont restées à la traîne et ont hésité à adopter des innovations qui auraient pu améliorer leur situation économique.

La démocratie par manque de confiance ?

De façon intéressante, cette même incapacité à faire des promesses crédibles peut aussi expliquer pourquoi des transitions vers la démocratie se produisent parfois. En effet, même si la population d'une nation non démocratique manque de pouvoir politique formel, elle dispose d'une arme redoutée par les élites dirigeantes : son nombre. Une mobilisation des masses peut en effet se matérialiser en menace révolutionnaire pour les élites.

Ces élites sont alors confrontées au dilemme suivant : elles préféreraient rester au pouvoir et tenter simplement d'apaiser les masses en promettant des réformes économiques. Mais une telle promesse n'est pas crédible car les masses savent que les élites peuvent rapidement revenir à l'ancien système une fois la situation calmée. Dans ce cas, la seule option pour l'élite pourrait alors être de céder le pouvoir et d'introduire la démocratie. Ceci permettrait la mise en place de politiques économiques plus favorable à la croissance et à la redistribution vers les masses, tout en évitant les conséquences plus coûteuses de la violence et la révolution.

Conclusion

En résumé, Acemoglu, Johnson et Robinson ont façonné notre compréhension de la persistance des institutions politiques et de leurs implications profondes pour l'échec des pays. Ils ont aussi mis en lumière par leur approche théorique et empirique comment des gouvernements plus inclusifs peuvent favoriser le développement économique. Et bien que nous n'ayons pas encore de réponse définitive à la question du piège de la pauvreté des nations, ces travaux à la rencontre de l'Analyse économique, de l'Histoire et du Politique représentent une avancée majeure dans ce domaine.

Source: variances.eu

Références

Acemoglu, D., S. Johnson, and J.A. Robinson (2001), "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation", American Economic Review 91, 1369–1401.
Acemoglu, D., S. Johnson, and J.A. Robinson (2002), "Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution", Quarterly Journal of Economics 117, 1231–1294.
Acemoglu, D., S. Johnson, and J.A. Robinson (2012), "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation: Reply", American Economic Review 102, 895– 946.
Acemoglu, D. and J. A. Robinson (2006), Economic Origins of Dictatorship and Democracy, New York, NY: Cambridge University Press.
Acemoglu, D., F. A. Gallego, and J. A. Robinson (2014), "Institutions, Human Capital, and Development", Annual Review of Economics, 6:875–912.
Albouy, D. (2012), "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation: Comment", American Economic Review 102, 3059–3076.
Banfield, E. C. (1958), The Moral Basis of a Backward Society, University of Chicago Press, Chicago.
Engerman, S. and K. Sokoloff (1997), "Factor Endowments: Institutions and Differential Paths of Growth among New World Economics: A View from Economic Historians of the United States", in Haber, S. (ed.), How Latin America Fell Behind, Stanford, CA: Stanford University Press.
Glaeser, E., R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes, and A. Shleifer (2004), "Do Institutions Cause Growth?", Journal of Economic Growth 9, 271–303.
North, D. (1990), Institutions, Institutional Change and Economic Performance, Cambridge, UK: Cambridge University Press.
Weber, M. (1930), The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism, Allen and Unwin, London.

[1] Voir Albouy (2012) et Acemoglu, Johnson et Robinson (2012) pour une réponse
[2] Voir leur ouvrage Acemoglu et Robinson (2006).

LIBYE

La NOC dévoile un plan ambitieux pour l'exploitation pétrolière en 2024

Depuis plusieurs mois, la NOC a multiplié les initiatives en faveur de la monétisation de ses ressources en or noir, malgré des défis du secteur des hydrocarbures en Libye.
En Libye, la société publique du pétrole (NOC) a annoncé, mercredi 12 juin, qu'elle projette de réaliser le forage d'un total de 121 nouveaux puits pétrogaziers en 2024. Un objectif ambitieux qui devrait s'accompagner d'opérations de maintenance couvrant environ 1 335 puits existants.
Ce développement intervient alors que ces derniers mois, la société d'État a procédé à la remise en service de plusieurs champs pétroliers précédemment hors service. Dans le même temps, on a pu constater une légère amélioration du plateau de la production pétrolière. Selon des chiffres publiés lundi 10 juin par la NOC, la production est montée à 1,25 million b/j au terme du mois de mai, soit légèrement plus que les 1,24 million b/j obtenus en mars.
Récemment, FarhatBengdara, le patron de la NOC a réitéré l'engagement de la société à atteindre un plateau de production de 2 millions b/j d'ici la fin de l'année prochaine. Malgré les défis politiques, la Libye a engrangé plus de 20 milliards de dollars grâce à l'exploitation pétrolière en 2023. Un chiffre qui représente tout de même une baisse d'environ 8 % en glissement annuel, par rapport aux 21,8 milliards de dollars récupérés en 2022.

MAURITANIE

Sortie de la première promotion de l'École d'hôtellerie et de tourisme

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. LemrabottOuldBennahi, a présidé, au Centre international des cconférences de Nouakchott, la cérémonie de remise des diplômes à la première promotion de l'école de l'hôtellerie et du tourisme.

Cette promotion d'une cinquantaine d'étudiants, répartis en différentes spécialités dans ce domaine, renforcera les ressources humaines travaillant dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme.
Le secrétaire général du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. El Hadj Mamadou Guèye, a indiqué que cette promotion, avec ses connaissances et ses compétences, contribuera aux efforts de développement de l'industrie touristique dans le pays.
L'école d'hôtellerie et de tourisme, la première du genre dans le pays, est une réalisation majeure qui reflète l'engagement du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, pour le développement de ce secteur vital et important, a-t-il dit.
La formation offerte par cette école permettra aux jeunes de mieux promouvoir les valeurs culturelles du pays, a-t-il ajouté, notant que le secteur du tourisme a besoin d'innovateurs qui allient connaissances théoriques et compétences pratiques.
Le directeur de l'école d'hôtellerie et de tourisme, M. MohamedouOuldZine El Abidine, a noté que cette journée marque le début de la sortie de la première promotion de diplômés de l'école qui auront un avenir prometteur dans les métiers du tourisme et de l'hôtellerie.

Il a souligné que la création d'un établissement de formation aux métiers du tourisme et de l'hôtellerie, qui constitue un apport qualitatif au développement du secteur touristique en général dans le pays, est une concrétisation des instructions de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à développer ce secteur.
L'ambassadeur de Tunisie accrédité en Mauritanie, SEM. SabriChaabani, a relevé que les relations entre les deux pays frères sont fortes et séculaires, avec une riche histoire de coopération et de solidarité dans les différents domaines politique, économique, culturel et social.
Il a souligné l'importance du mémorandum d'entente signé entre les deux pays, qui porte sur l'échange d'expériences et d'expertise dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle, notant que des travaux sont actuellement en cours pour activer une coopération importante liée à des secteurs vitaux tels que l'agriculture, l'industrie et d'autres.
La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle.

TUNISIE

La croissance économique est l'objectif invisible de la BCT

Lors de la 21e édition du «Tunisie Investment Forum», le gouverneur de la Banque centrale, Fethi ZouhairNouri, a souligné l'importance de la stabilité des prix et du taux de change pour la compétitivité économique de la Tunisie.
Il a mis en avant les défis de l'inflation et les efforts de la BCT pour maintenir la confiance des investisseurs, tout en insistant sur le rôle crucial de l'investissement pour la croissance économique et la rétention des compétences tunisiennes.
Intervenant lors du panel «accélérer l'investissement étranger en Tunisie : réformes et opportunités», qui s'est tenu à l'occasion de la 21e édition du «Tunisia Investment Forum», le gouverneur de la Banque centrale, Fethi ZouhairNouri, est revenu sur la politique monétaire menée par la BCT.
Il a, en somme, expliqué qu'en préservant la stabilité des prix et du taux de change, les banques centrales contribuent à assurer la compétitivité de l'économie par le prix. «Pour aller sur le marché international ou sur le marché local, il faut être compétitif. Et pour ce faire, on utilise la compétitivité de prix qui consiste en la maîtrise de l'inflation et du taux de change. C'est désormais chose faite en Tunisie actuellement», a-t-il affirmé, soulignant que l'objectif invisible de la Banque centrale est la croissance économique.

Deux épisodes difficiles avec une forte inflation

Il a rappelé, dans ce sens, qu'une inflation faible et stable renforce la confiance des investisseurs dans la prise de décision de l'investissement, contrairement à une inflation élevée qui nécessite un taux d'intérêt élevé et, donc, encourage les placements spéculatifs beaucoup plus que les investissements productifs.
Nouri a, par ailleurs, affirmé qu'au cours de la dernière décennie, l'économie tunisienne a été confrontée à deux épisodes difficiles avec une forte inflation : le premier en 2017, lorsque la lutte contre l'inflation a nécessité le recours à des instruments lourds (la baisse de 350 points de base le taux d'intérêt, mais aussi le ratio loan-to-deposit). Et la seconde période, beaucoup moins difficile, affirme-t-il, est celle qu'on connaît aujourd'hui, et qui se caractérise par la prévalence de l'inflation de l'offre. Cette inflation est une conséquence de la guerre qui s'est déclenchée en Ukraine ayant entraîné la hausse des prix de l'énergie, des engrais chimiques, etc. Cependant, elle résiste encore, entre autres, parce qu'elle était, selon ses dires, imprévisible et donc les autorités n'y étaient pas assez préparées.

CANAL DE SUEZ (EGYPTE)

Les frais de passage augmenteront encore

En plus d'être un corridor stratégique pour le transport maritime mondial, le canal de Suez est une source majeure de devises pour l'Égypte, qui annonçait avant la crise en mer rouge vouloir porter ses recettes à 13 milliards USD à l'horizon 2025.
La Suez Canal Authority (SCA) appliquera de nouvelles augmentations aux frais électroniques, dans le cadre des droits de transit du corridor. Ces frais passeront ainsi de 50 à 300 USD à compter du 1er septembre 2024, avant de passer à 500 USD en janvier 2025, selon une récente circulaire du gestionnaire.
Certains navires seront toutefois exemptés de ces frais, précise la SCA, notamment « ceux exemptés des droits de transit et les petites unités flottantes (dont le tonnage brut sur le canal de Suez est inférieur à 300 tonnes, à l'exception des navires de la marine nationale) ».
Ces augmentations de frais en vue suivront d'autres hausses appliquées au cours des dernières années, et justifiées par la croissance du trafic, les travaux d'extension en cours et les réformes pour améliorer les services. La hausse des redevances intervient notamment après l'annonce d'un chiffre d'affaires de 9 milliards USD pour l'exercice 2024-2025 en cours, malgré les tensions en mer rouge.
Ces dernières affectent depuis novembre 2023 les revenus du canal de Suez qui se sont effrités, atteignant des niveaux jugés alarmants au 1er trimestre 2024. Selon le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly, les recettes annuelles du canal ont diminué de plus de 50% depuis le début de l'année.

SÉNÉGAL

Croissance accélérée en 2023 grâce à l'agriculture

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à hauteur de 15 % au PIB et emploie environ 22 % de la population active. En 2023, le secteur a été le principal moteur de la croissance de l'économie du pays.

Au Sénégal, le PIB réel a augmenté de 4,3 % en 2023 contre une progression de 3,8 % enregistrée en 2022. C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans son rapport annuel sur la situation économique du pays publié le 12 juin. D'après l'institution financière, la croissance de l'activité économique a principalement été portée par le dynamisme du secteur agricole dont les principales filières ont réalisé de belles performances. A titre indicatif, la production céréalière totale a augmenté de 16 % en glissement annuel, pour atteindre 4,25 millions de tonnes. Si le riz demeure la principale céréale cultivée, c'est la production de millet qui a affiché la plus grande croissance (+ 23 %). « Le secteur agricole a également bénéficié de la performance de la production d'arachides, qui devrait augmenter de 15 % en glissement annuel, ainsi que du dynamisme du coton graine [+7 % d'augmentation en glissement annuel] », souligne le rapport D'après la Banque mondiale, ces développements positifs peuvent être attribués à une combinaison de facteurs, notamment des conditions météorologiques favorables et des politiques publiques de soutien dans le cadre du Programme agricole pour une souveraineté alimentaire durable (PASAD), mis en œuvre sur la période 2021-2025.

La reprise des activités dans le sous-secteur de la pêche

Les sous-secteurs de la pêche et de l'élevage ont également contribué à la bonne forme du secteur agricole. Selon les données compilées par la Banque mondiale, la production de la pêche a augmenté de 4,5 % en 2023 alors que la filière enregistrait une baisse de 5,8 % un an plus tôt.
« Le Sénégal a bénéficié de conditions météorologiques plus favorables, qui ont permis des efforts de pêche importants se traduisant par une hausse de 6,3 % de la production de pêche artisanale et une augmentation de 1,3 % de la production industrielle au cours de la même période », indique le rapport. De son côté, l'élevage a enregistré une amélioration de son taux de croissance à 3 % en glissement annuel en 2023, contre une progression de 0,3 % en 2022. La Banque mondiale attribue ce dernier développement aux efforts mis en œuvre par le gouvernement dans le cadre du Plan national de développement de l'élevage (PNDE) qui promeut l'adoption de meilleures pratiques d'élevages et d'alimentation du cheptel.

BURKINA FASO

L'extension d'un tronçon de la RN2 lancée

Une fois achevée, cette extension renforcera l'interconnexion de certaines zones périphériques du centre-ville de Ouagadougou, mais aussi la mobilité entre la capitale et le septentrion.
Au Burkina Faso, le gouvernement a lancé ce week-end les travaux d'élargissement et de remise à niveau d'une section de la route nationale n°2 (RN2) qui relie Ouagadougou et Ouahigouya.
Le projet budgétisé à 112 000 USD (un peu plus de 68,4 millions FCFA) est cofinancé par l'Etat et une banque locale. Les travaux seront exécutés par l'entreprise PFO Africa Burkina Faso SA sur une durée de 3 ans.
Le tronçon à aménager est un axe clé pour la mobilité urbaine dans les zones périphériques de Ouagadougou, notamment la sortie de la ville. La RN2 permet aussi de relier le septentrion et facilite les échanges avec localités du Nord.
Ce chantier de remise à niveau s'ajoute à celui d'autres tronçons critiques de la RN4 qui dessert aussi le Nord. Ils constituent une étape importante du plan d'amélioration du réseau routier raccordant le Niger et le Mali, avec qui le Burkina entend renforcer davantage ses liens dans le cadre du bloc AES (Alliance des Etats du Sahel).
En dehors de leur impact sur l'intégration régionale, ces différents projets permettront d'améliorer la fluidité du trafic, de réduire les risques d'accident et de renforcer l'accessibilité des zones bénéficiaires.

KENYA

Hausse de 39 millions $ du budget alloué à l'agriculture en 2024/2025

Au Kenya, le secteur agricole contribue à hauteur de 21 % au PIB et emploie environ 33 % de la population active. Pour la nouvelle année fiscale 2024/2025, le gouvernement renforce son appui au secteur. Au Kenya, le gouvernement a alloué un budget de 54,6 milliards de shillings (424,2 millions $) au profit du secteur agricole pour le compte de l'exercice fiscal 2024/2025. C'est ce qu'a annoncé NjugunaNdung'u (photo), ministre des Finances le 13 juin dernier. L'enveloppe annoncée affiche une hausse de 9,4 % soit 39 millions $ de plus que le budget précédent (388 millions $). « Nous voulons mettre l'accent sur la transformation de l'agriculture et la croissance inclusive en soutenant les chaînes de valeur stratégiques. Il s'agit de fournir des fonds de roulement adéquats et abordables à tous les agriculteurs par l'intermédiaire des sociétés coopératives et de déployer des instruments modernes de gestion des risques agricoles qui garantissent la rentabilité de l'agriculture et la prévisibilité des revenus », a déclaré M. Ndung'u. Le programme de subvention des engrais se taille la part du lion en mobilisant 18 % du budget (78 millions $) suivi avec une part de 11 % par le projet de développement des chaînes de valeur agricoles axé sur le cuir, le textile et l'habillement, les produits laitiers, le thé, le riz, les huiles comestibles et l'économie bleue.
Au Kenya, l'agriculture a affiché une croissance de 7 % en 2023, selon les données du Bureau national des statistiques (KNBS).

BURKINA FASO

Révision à la baisse des prix des engrais en 2024/2025

Au Burkina Faso comme dans la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, les engrais sont fortement subventionnés par le gouvernement pour soutenir la production agricole. Dans le pays, la filière coton est l'une des principales bénéficiaires de ces subventions.

Au Burkina Faso, les prix des sacs de 50 kg d'urée et d'engrais composé NPKSB sont désormais fixés à 18 500 francs Cfa (30,12 $) pour le compte de la campagne agricole de 2024/2025. C'est ce qu'a révélé Ousseni Traoré, secrétaire général de l'Association interprofessionnelle du coton du Burkina (AICB) le 12 juin. Comparativement à la campagne écoulée, ces tarifs auront baissé de 34 % pour le NPKSB et 42 % pour l'Urée. D'après M. Traoré, la révision à la baisse des prix des engrais a été rendue possible grâce à l'enveloppe de 12,4 milliards de francs Cfa (20,2 millions $) mise à disposition pour subventionner l'achat à coût réduit de l'intrant. Dans les détails, le gouvernement a débloqué 11 milliards Fcfa (17,7 millions $) alors que l'AICB a apporté une contribution à hauteur de 1,46 milliard de Fcfa (2,3 millions $). Plus largement, cet appui financier vise principalement la réalisation de nouveaux objectifs fixés dans la filière coton. Au Burkina Faso, le gouvernement veut porter la production de coton graine à 598 250 tonnes au terme de la campagne 2024/2025, soit une hausse de 55 % par rapport à la récolte de 383 144 tonnes réalisée un an plus tôt.

CÔTE D'IVOIRE

Cashew Coast injectera 9,7 millions $ dans la transformation d'anacarde

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou. Alors que le gouvernement ambitionne de transformer localement 50 % de la récolte du pays d'ici 2025, les opérateurs du secteur sont encouragés à renforcer leurs capacités.
En Côte d'Ivoire, l'entreprise agroalimentaire Cashew Coast, spécialisée dans la transformation d'anacarde vient de conclure un accord de financement en dette mezzanine de 9 millions d'euros (9,7 millions $), avec l'investisseur AgDevCo basé au Royaume-Uni. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 13 juin.
Cette enveloppe servira pour l'essentiel à financer le doublement du volume de noix de cajou transformé par Cashew Coast dans le pays, à 19 000 tonnes. D'après Salma Seetaroo, PDG de l'entreprise, il est également prévu la construction de nouveaux entrepôts de stockage, ainsi que la mise en œuvre des programmes d'amélioration de la productivité des agriculteurs.
« Le financement apporté par AgDevCo, ainsi que leur expertise dans l'agroindustrie africaine, sont autant d'éléments qui nous aideront à réaliser la vision de notre entreprise. Nous sommes très heureux de conclure cet accord et espérons que cette étape clé fera de notre entreprise un modèle de réussite commerciale reproductible ailleurs en Afrique », a déclaré Seetaroo.
En Côte d'Ivoire, Cashew Coast emploie 750 personnes et s'approvisionne localement auprès de plus de 7 000 agriculteurs. Avec son projet d'investissement, l'entreprise devrait contribuer à renforcer l'industrie locale qui transforme actuellement moins de 30 % de la production ivoirienne de noix de cajou, laquelle tourne autour de 1 million de tonnes par an.

MARCHÉS EN ASIE

La Bourse de Tokyo se replie, volumes faibles

Rare place ouverte en Asie, la Bourse de Tokyo se replie mercredi, tirée par le bas par Toyota, dans des échanges sans éclat en raison de volumes faibles --faute d'investisseurs en cette période de fêtes de fin d'année.

Prises de bénéfices sur Toyota

Vers 01H45 GMT, l'indice vedette Nikkei reculait de 0,14% à 38.981,83 points, tandis que l'indice élargi Topix abandonnait 0,61% à 2.710,56 points.
Une grande partie des places asiatiques, dont Hong Kong, Séoul et Sydney, sont fermées pour le jour de Noël. Les Bourses européennes et américaines ne rouvriront pas avant jeudi.
Dans ce contexte, "le marché japonais n'est animé que de faibles mouvements", observaient les analystes de Tokai Tokyo Intelligence.
Le constructeur automobile Toyota (-0,95%), poids lourd de la cote, contribuait à tirer le marché vers le bas, des investisseurs vendant leurs titres pour engranger des gains après la très forte hausse des dernières semaines.

La BoJ dans le viseur

Faute de pouvoir s'inscrire dans le sillage de Wall Street, les rares opérateurs présents devraient surveiller un discours attendu dans l'après-midi du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ) Kazuo Ueda.
Celui-ci avait désarçonné les observateurs en évoquant la semaine dernière une pause prolongée dans les resserrements de politique monétaire de l'institution, face aux incertitudes économiques internes et internationales -- ce qui avait fait chuter la devise nippone au plus bas en cinq mois.
Depuis, la monnaie japonaise peine à se ressaisir: vers 01H45 GMT, elle était quasi-stable (-0,02%) à 157,15 yens pour un dollar.
La monnaie commune européenne montait très légèrement (+0,07%) face au billet vert, à 1,0406 euro pour un dollar.
Les échanges sont également interrompus mercredi sur le marché du pétrole.

Recul du bitcoin

Signe d'un sursaut de prudence des investisseurs encore actifs, le bitcoin -- actif à risque-- baissait de 0,4% à 97.944 dollars, tandis que l'or, valeur refuge par excellence, se renforçait à 2.616 dollars l'once.
Les marchés asiatiques pourraient cependant sortir de leur léthargie d'ici fin décembre.
"A Wall Street, les cinq séances précédant la fin de l'année sont généralement qualifiée d'+embardée du père Noël+, car la Bourse a coutume de grimper, ce qui pourrait donner un coup de pouce à la Bourse de Tokyo", ajoutent les experts de Tokai Tokyo.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 24 Décembre 2024
Valeur : 26 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.2278	135.2428
1	EUR	EURO	140.5423	140.5849
1	GBP	POUND STERLING	169.5009	169.5409
100	JPY	JAPANESE YEN	86.0392	86.0761
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5271	18.5295
1	CHF	SWISS FRANC	150.2531	150.3032
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.0061	94.0231
1	DKK	DANISH KRONE	18.8376	18.8416
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2342	12.2394
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.8901	11.8967
1	AED	UAE DIRHAM	36.8137	36.8238
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9888	36.0119
1	KWD	KUWAITI DINAR	438.6241	438.9575
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.0912	42.5142
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4379	13.4393
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4686	27.6096
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3978	3.4083
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.3571	176.3571

MARCHÉS MONDIAUX

Europe et Etats-Unis terminent en hausse

Les Bourses mondiales ont évolué en hausse mardi dans une séance où les volumes de transactions sont restés faibles. Les places boursières du Vieux Continent, Paris (+0,14%) et Londres (+0,42%), ont fermé en légère hausse, clôturant une séance écourtée pour les fêtes de Noël. La Bourse de Francfort, elle, est restée fermée. Les trois places ouvriront à nouveau vendredi. A Wall Street, le Dow Jones a gagné 0,91%, l'indice Nasdaq a pris 1,35% et l'indice élargi S&P 500 1,10%, lors d'une séance également tronquée. Les places boursières mondiales ont repris pied après avoir été plombées par le ralentissement souhaité mercredi par la Réserve fédérale américaine des baisses de ses taux directeurs. L'institution monétaire table désormais sur deux baisses plutôt que quatre en 2025. Mais la publication vendredi d'un indicateur d'inflation américain très suivi par la Fed a rassuré les investisseurs, suscitant l'espoir de davantage de baisses de taux. Signe de reprise plus franche, la plupart des marchés asiatiques ont fini en nette hausse : Shanghai à +1,26%, Shenzhen +1,27% et Hong Kong +1,08%. La Bourse de Tokyo a, elle, dénoté en finissant en légère baisse de 0,32%. Les prix du pétrole ont pris de la vitesse mardi, emportés par les nouvelles annonces de relance économique chinoises. Pékin souhaite la mise en place d'une politique budgétaire "encore plus active" pour 2025, notamment pour soutenir une consommation toujours fragile. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a pris 1,31% à 73,58 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) a gagné 1,24% à 70,10 dollars. Le dollar restait à peine dans le vert mardi, encore soutenu par les perspectives de moindres baisses de taux de la Réserve fédérale (Fed), en cette période d'échanges limités avant les jours fériés. Vers 19H00 GMT, le billet vert s'accordait 0,13% par rapport à la monnaie européenne, à 1,0391 dollar.

ALORS QUE LA FRANCE A DÉSORMAIS UN GOUVERNEMENT

La bourse de paris a terminé en légère hausse

Le CAC 40 a achevé une séance écourtée ce mardi 24 décembre sur une hausse de 0,14%. Renault a pris 1,8% bénéficiant de la progression de 6% de Nissan à la Bourse de Tokyo.
La Bourse de Paris a terminé sur une bonne note, ce mardi 24 décembre, avant une pause de deux jours. Le CAC 40, qui a connu une séance écourtée avec une clôture peu après 14h, a pris 0,14% à 7.282,69 points, dans des volumes faméliques.
La Bourse de Paris sera fermée mercredi et jeudi, en raison des célébrations de Noël.
Les investisseurs ont pris acte de l'annonce d'un nouveau gouvernement en France, lundi soir. L'équipe du Premier ministre, François Bayrou, est notamment composée d'Éric Lombard, nommé ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Il était auparavant directeur général de la Caisse des dépôts. Éric Lombard a, précédemment, dirigé les assureurs BNP Paribas Cardif et Generali France.
"Les défis qui sont innombrables, commandent de traiter notre mal endémique, le déficit, et sa conséquence sur la dette", a-t-il déclaré lundi soir.

Renault dans le sillage de Nissan

Amélie de Montchalin, une économiste de formation, a, elle, été nommée ministre déléguée en charge des Comptes publics.
"Peut-être que le marché se dit qu'il est mieux d'avoir un gouvernement que pas de gouvernement ce qui peut un peu se traduire dans la hausse du CAC 40. Mais on voit que ce signal, certes positif, reste mineur, au vu du peu de réaction de l'euro", juge Alexandre Baradez, chef de l'analyse de marché chez IG France.
L'euro a effectivement peu bougé lundi soir après la nomination du nouveau gouvernement. Ce mardi il recule de 0,1% face au dollar à 1,0397 dollar.
"À l'échelle européenne on constate que les investisseurs ne considèrent pas cela comme un 'game changer'. C'est un léger soulagement mais le marché paiera quand il verra. Il n'accorde donc pas un chèque en blanc au nouveau gouvernement et prendra la température avec les premières négociations. Il faut beaucoup plus que cela pour que le CAC 40 soit rassuré", développe Alexandre Baradez.
Du côté des valeurs, les variations ont été limitées sur le CAC 40. Eurofins a signé la plus forte hausse (+1,9%) devant Renault qui a pris 1,8%. Le groupe au losange a été porté par la hausse de 6% de Nissan à la Bourse de Tokyo, Renault détenant encore 35,7% du capital du constructeur japonais.
BNP Paribas s'est adjugé 0,17%, Crédit Agricole SA a perdu 0,9% et Société Générale a reculé de 0,45%. Dans une note sectorielle, Royal Bank of Canada a rehaussé ses objectifs de cours sur les trois établissements et a réitéré sa préférence pour BNP Paribas.
Le pétrole monte un peu. Le contrat de février sur le Brent de mer du Nord avance de 0,7% à 72,83 dollars le baril tandis que celui de février sur le WTI coté à New York prend 0,8% à 69,78 dollars le baril.

ETATS-UNIS

La FED poursuivie par les banques pour ses tests de résistance contreproductifs

Selon un groupe de pression, ces tests mis en place après la crise financière de 2008 "continue d'entraîner des réserves de capitaux inappropriées, volatiles et excessives, ce qui réduit les capacités de prêts et la croissance économique".

Le secteur bancaire américain a annoncé mardi des poursuites contre la banque centrale des Etats-Unis (Fed), estimant que ses tests annuels de résistance étaient "opaques" et nuisaient in fine à la croissance économique. "Depuis des années, nous avons évoqué nos sérieuses inquiétudes concernant le cadre des tests de résistance et le besoin de les réformer", explique le Bank Policy Institute (BPI), groupe de pression réunissant les plus grands établissements bancaires et financiers américains, dans un communiqué.
Il argue que ces tests, mis en place par la loi Dodd-Frank après la crise financière de 2008, "continue d'entraîner des réserves de capitaux inappropriées, volatiles et excessives, ce qui réduit les capacités de prêts et la croissance économique". Les banques affirment en effet que ces tests limitent le volume des

prêts qu'elles pourraient accorder aux particuliers et aux entreprises, affectant l'emploi, les marchés de capitaux et augmentant le coût du crédit.
L'Association américaine des banques (ABA), ainsi que la Chambre américaine de commerce et plusieurs organismes de l'Etat de l'Ohio - où le recours a été déposé - sont parties à ces poursuites.
"Il ne s'agit pas de supprimer les tests de résistance mais de s'assurer que le processus est légal et efficace pour promouvoir une économie saine et croissante", a expliqué l'Ohio Bankers League, citée dans le communiqué.

La Fed va lancer une consultation publique pour améliorer la transparence des tests

La Fed a annoncé lundi le lancement prochain d'une consultation publique pour améliorer la transparence des tests et réduire la volatilité résultant des requis en matière de capitaux. Les plaignants ont salué cette initiative tardive - un "important premier pas" -, expliquant néanmoins que le délai de prescription pour un recours expirait en février 2025 et n'avoir par conséquent "pas d'autre choix que de lancer des poursuites pour préserver leurs droits".
Les banques reprochent au cadre actuel les changements "erratiques" et "sans préavis" sur le niveau de capitaux minimum exigés chaque année, déplorant "l'incertitude inutile sans apporter d'avantages" qui en découle. Ces régulations "nuisent au système bancaire sans le rendre plus sûr" et "augmentent le coût du crédit pour les clients", ont-elles affirmé.
Les tests réalisés en 2024 ont montré que les principales banques américaines pourraient résister à une éventuelle récession, mais seraient pénalisées par le recours accru des Américains aux cartes de crédit qui s'accompagne d'un taux d'impayés plus élevé.

ENTREPRISE D'IA D'ELON MUSK (XAI)

Elle lève 6 milliards de dollars pour «accélérer son développement»

C'est un nouveau succès pour ElonMusk. Son entreprise d'intelligence artificielle (IA) xAI a annoncé lundi avoir conclu une nouvelle levée de fonds majeure de 6 milliards de dollars, afin d'accélérer son développement. Ces financements serviront notamment au renforcement des «infrastructures de pointe» de xAI, a indiqué dans un communiqué la société du milliardaire qui développe des produits d'intelligence artificielle générative et se veut un concurrent direct d'OpenAI, à l'origine de ChatGPT. «Une forte capacité de calculs est nécessaire», a ainsi commenté mardi sur son réseau social X le patron de Tesla et SpaceX, et désormais bras droit du président élu Donald Trump.
xAI veut ainsi augmenter la capacité de son supercalculateur dédié à l'IA, Colossus, en doublant le nombre de ses puces graphiques fabriquées par le leader du secteur Nvidia, passant de 100.000 à 200.000 puces, afin d'entraîner ses modèles d'intelligence artificielle, comme Grok. Nvidia fait d'ailleurs partie des investisseurs de ce dernier tour de table aux côtés d'AMD, autre fabricant de semi-conducteurs américain, mais aussi des fonds Blackrock, Sequoia Capital ou encore de la banque Morgan Stanley.

Une valorisation autour de 50 milliards

Lancé en juillet 2023, xAi avait déjà levé 6 milliards de dollars en mai dernier et sa valorisation se situerait désormais aux alentours de 50 milliards de dollars, selon le média américain CNBC. ElonMusk a récemment rendu disponible gratuitement sur X son intelligence artificielle Grok 2, qui permet de générer du texte et toutes sortes d'images à partir d'une simple requête en langage courant, soulevant des débats sur le risque de désinformation.
Le milliardaire est engagé dans une bataille contre les autres géants de la tech pour être à la pointe du développement de l'intelligence artificielle générative, qui a déboulé sur la scène mondiale avec le lancement de ChatGPT en 2022. OpenAI a d'ailleurs conclu de son côté début octobre une levée de fonds de 6,6 milliards de dollars, qui la valorise à 157 milliards. Microsoft (principal investisseur d'OpenAI), Google, Amazon, Meta et d'autres ont dépensé des milliards de dollars et lancé des outils qui produisent facilement des textes, images et vidéos de qualité bluffante, et qui font aussi désormais la conversation à l'oral.

ESPAGNE

Moteur de la croissance européenne ?

La surperformance espagnole devrait perdurer tout au long de notre horizon de prévision. La consommation privée resterait le moteur de la croissance du PIB, portée par le ralentissement de l'inflation et la vigueur du marché du travail.
La contribution du commerce extérieur serait moindre du fait d'une hausse attendue des importations et des potentiels effets de second tour d'un renchérissement des droits de douane américains sur les exportations espagnoles. L'investissement devrait rebondir, soutenu par les fonds NGEU et le desserrement monétaire. Enfin, malgré l'absence de projet de budget pour 2025, la consolidation fiscale devrait se poursuivre au cours des deux prochaines années.

Croissance et inflation

L'activité économique espagnole est restée soutenue tout au long du premier semestre 2024, principalement portée par le commerce extérieur et la reprise progressive de la consommation privée. Au vu des résultats préliminaires de croissance pour le T3 et des premières données disponibles pour le T4, nous anticipons une croissance toujours dynamique sur l'ensemble de la seconde partie de l'année. Selon nos prévisions, le PIB réel devrait croître de 0,7% t/t au T4, ce qui porterait la croissance en 2024 à 3,1% en moyenne annuelle, surperformant encore largement celle de la zone euro (0,8%). Tout au long de notre horizon de prévision, nous anticipons une croissance majoritairement soutenue par la consommation privée, elle-même portée par le dynamisme du marché du travail, la croissance des salaires nominaux et le ralentissement de l'inflation qui poussent à la hausse le pouvoir d'achat des ménages. L'investissement devrait, de son côté, progressivement rebondir, en raison du déboursement progressif des fonds du plan de relance de l'Union européenne, de la politique de desserrement monétaire initiée par la BCE ainsi que de l'amélioration de la situation financière des sociétés non financières[1]. La consommation publique bénéficiera également du décaissement des fonds européens. La contribution positive du commerce extérieur à la croissance devrait, quant à elle, graduellement diminuer. Les exportations de services resteraient certes importantes au cours des prochaines années, du fait notamment de flux touristiques toujours massifs. Mais les importations devraient croître, soutenues par la demande intérieure. Au cours des deux prochaines années, l'Espagne resterait ainsi le moteur de la zone euro bien que sa croissance ralentirait progressivement (2,5% en 2025 et 1,8% en 2026). Malgré ces bonnes perspectives, la balance des risques entourant notre scénario central reste négative. Les conséquences de la hausse des tarifs douaniers sur les exportations à destination des États-Unis (voir notre Focus : Hausse des droits de douane américains : les conséquences sur l'Espagne seront limitées), les tensions énergétiques et géopolitiques mondiales, ou encore la potentielle détérioration de la situation économique des principaux partenaires commerciaux de l'Espagne, sont des facteurs d'incertitude. Ils pourraient négativement impacter notre scénario.

Toutes les nouvelles Audi attendues en 2025

La marque aux anneaux fera le plein de nouveautés en 2025. Essentiellement des SUV (Q3, Q5 et Q5 Sportback) mais aussi un morceau de choix sous la forme de la famille A7 venant remplacer l'A6.

Après être restée longtemps en jachère, sans nouveauté, le catalogue Audi a changé de braquet et sera renouvelée à vitesse grand V. En 2024, le cœur de gamme Audi A5 (remplaçant l'A4) est inédit de même que l'Audi A6 e-tron et son pendant SUV Audi Q6 e-tron.
En 2025, l'Audi Q3 de troisième génération est attendu, tout comme l'A7 (remplaçante de l'A6) et le duo Q5 Mk3 et la seconde mouture du Q5 Sportback arriveront en concession.

Audi Q3

La troisième génération du SUV Audi Q3 fera son apparition en 2025. Il bénéficiera sans surprise de la plateforme technique MQB Evo du nouveau Volkswagen Tiguan et du Cupra Terramar avec lequel il partagera l'usine de Gyor en Hongrie. Site industriel qui autrefois assemblait le coupé Audi TT.
Un châssis qui lui ouvrira les portes de l'hybridation qu'elle soit micro ou bien rechargeable avec dans ce cas deux possibilités, une variante de 204 ch et une seconde de 272 ch pour couvrir le plus largement le marché.
Le style du nouvel Audi Q3 reprendra l'agencement sur deux étages qui fait désormais florès dans la gamme, qu'il s'agisse de modèle thermique électrifié ou bien de 100 % électrique. Le nouvel Audi Q3 a été débusqué par nos chasseurs de scoops quasiment sans aucun camouflage.

Audi A7

Comme pour l'Audi A4, devenue récemment Audi A5, la même logique interviendra, à l'étage supérieur. La berline thermique Audi A6 sera remplacée par l'Audi A7. Car le « 6 » est désormais pris, il nomme désormais la berline électrique Audi A6 e-tron. La gamme de l'Audi A7 reprendra place pour place les trois silhouettes de l'actuelle Audi A6, celle de type C8 lancée en 2018.
A savoir, la berline, le break qui s'appellera Audi A7 avant et la version baroudeuse chic Audi A7 allroad quattro. Les premiers prototypes de cette dernière ont d'ores et déjà été débusqués par nos chasseurs de scoops en pleine mission froide dans le grand nord.

Audi Q5

Le 2 septembre dernier Audi dévoilait la troisième génération de son SUV Q5. Il arrivera en concession au printemps 2025. Celui qui restera le rival des BMW X3 et Mercedes GLC peaufine une recette apparue sur le marché en 2008. A commencer par une construction sur la toute nouvelle plateforme technique dite PPC (acronyme de Premium Platform Combustion) tout juste inaugurée par l'Audi A5. Dans les faits, il s'agit de la base MLB, celle dédiée aux véhicules thermiques implantant leur motorisation dans le sens de la longueur.
La gamme du nouvel Audi Q5 s'articulera autour de moteurs essence et diesel à quatre cylindres délivrant l'un comme l'autre une puissance de 204 ch. Tandis qu'au sommet de la gamme la variante SQ5 reste de mise à la différence qu'il ne s'agit plus de diesel mais d'essence sous la forme d'un V6 3.0 TFSI fort de 367 ch. Chacune des motorisations est micro hybridée. Après cette première salve, couvrant la plupart des besoins du marché, les variantes hybrides rechargeables viendront en renfort.

Audi Q5 Sportback

Il y a un mois à peine, la variante coupé du SUV Audi Q5 faisait son apparition. Dénommé Audi Q5 Sportback, il complète l'Audi Q5 dont nous vous parlons ci-dessus et cible quant à lui les BMW X4 et Mercedes-Benz GLC Coupé. Une silhouette plus dynamique qui a ses adeptes.
Dans cet optique, les designers de la marque aux anneaux ont soigné le profil davantage que pour la première mouture – apparu lors du restylage du Q5 Mk 2- qui en quelque sorte essuyait à l'époque les plâtres.

Une nouvelle Hyundai tente de faire renaître la mode des 3 places avant

Le nouveau Hyundai Palisade offre une particularité très rare : trois places avant. La "banquette" si chère aux Américains a très peu été testée en Europe en dehors de modèles originaux. Depuis quelques années, le groupe Hyundai s'est mis en tête de produire des véhicules de plus en plus imposants, notamment chez les SUV. Les Kia EV9, Hyundai Ioniq 9 et autre Hyundai Palisade font donc la joie des grandes familles qui recherchent (beaucoup) d'espace. Le Hyundai Palisade justement fait actuellement l'objet d'un renouvellement en profondeur, avec une nouvelle génération qui troque notamment le V6 atmosphérique 3.8 contre un quatre-cylindres turbocompressé moins gourmand, moins lourd et plus coupleux. Mais la réelle nouveauté se trouve dans l'habitacle : le Hyundai Palisade réussit à caser jusqu'à neuf personnes à bord, grâce à une petite astuce étonnante.
L'accoudoir central avant peut en effet se replier pour offrir une troisième place centrale. Une configuration que l'on ne voit plus sur les véhicules particuliers et qui nous rappellent au bon souvenir d'un certain Fiat Multipla, que l'on reverra bientôt en Europe, mais sous une tout autre forme que celle qui a fait sa réputation.

Trois places avant, une originalité

Ce monstre au design toujours aussi décalé, dans la veine des dernières sorties chez Hyundai et Kia, sera exclusivement vendu en essence et hybride non rechargeable, en attendant un possible hybride rechargeable. Avec plus de 5 m de long, le Hyundai Palisade cumule les superlatifs, y compris du côté du réservoir d'essence de 72 l, une capacité que l'on n'a plus vraiment l'habitude de voir de notre côté de l'Atlantique. Mais ce sont bel et bien ses trois places avant qui interpellent le plus.
Le Hyundai Palisade suit une petite lignée de modèles : Honda FR-V, Fiat Multipla, sans oublier la McLaren F1, qui ne positionne toutefois pas les trois sièges sur la même ligne. La seule autre voiture vendue en Europe à l'avoir fait est la Matra Bagheera.
Et les bizarreries sur cette coréenne ne s'arrêtent pas là : il semblerait que ce nouveau Hyundai Palisade offre un avantage non négligeable aux clients coréens. En effet, avec ses 9 places, il est autorisé à rouler… dans les voies de bus ! La règlementation asiatique impose en revanche qu'il y ait au moins 6 personnes à bord d'un véhicule 9 places pour emprunter ces voies, permettant de gagner un temps précieux. Les familles (très) nombreuses apprécieront.

Les 8 causes d'échec de projets de transformation numérique

Une communication inefficace, des stratégies data qui font fausse route, des facteurs humains insuffisamment pris en compte. Voici quelques-unes des raisons expliquant l'échec ou l'essoufflement de certaines transformations numériques.

1ère partie

On pourrait penser que les DSI maîtrisent l'ensemble de l'agenda de transformation numérique, étant donné que les organisations déploient des initiatives de ce type depuis plusieurs années. Détrompez-vous. Pour Stephanie Woerner, chercheuse et directrice du Center for Information Systems Research (CISR) à la Sloan School of Management du MIT, « les choses les plus faciles ont été faites, reste les domaines les plus ardus », comme les gestions de changement les plus impactantes pour le personnel.

Voici huit raisons pour lesquelles les transformations numériques continuent d'échouer.

1) Prendre à la légère les problèmes humains

La fatigue numérique par rapport aux transformations en cours est réelle. Les gens sont las et veulent revenir à leurs anciens processus de travail, explique Stéphanie Woerner. Bien que ce malaise puisse également être dû à une erreur d'architecture de la part des services IT, « toutes ces transformations se résument à une gestion du changement », dit-elle.

« Les gens étaient pourtant très enthousiastes à l'idée ces transformations », ajoute la chercheuse, qui pense que le problème vient en partie des dirigeants qui « n'ont pas eu la discipline nécessaire pour faire des choix difficiles dès le début» afin d'obtenir l'adhésion des employés.

Ranjit Varughse, DSI de l'entreprise de peinture et d'équipement automobile Wesco Group, partage cet avis : « le premier défi consiste à obtenir l'adhésion des équipes à la transformation numérique. Les gens sont des créatures d'habitudes, ce qui fait que beaucoup hésitent à changer leurs systèmes et processus existants. « Sans stratégie claire de gestion du changement pour aligner l'équipe, les mises en oeuvre d'ERP en particulier peuvent être lentes, stagner, voire échouer complètement. »

Mark Wei, cofondateur de la plateforme de données immobilières PropertySensor, basée en Australie, explique qu'il a précédemment dirigé des initiatives numériques chez Philip Morris et Mercedes, et qu'un problème commun est la réticence des gens à changer les processus en place. « Chez Mercedes, nous avons dépensé des millions pour un système d'inventaire des concessionnaires que personne n'utilisait. La technologie était solide, mais nous sommes passés à côté de quelque chose de crucial : les concessionnaires avaient développé leurs propres solutions de contournement au fil des décennies, explique Mark Wei. Ils ne résistaient pas au changement, ils protégeaient des processus qui fonctionnaient réellement. »

La transformation numérique n'est pas un problème technologique, il s'agit de comprendre comment les gens travaillent réellement, et non pas comment nous pensons qu'ils devraient travailler, ajoute Mark Wei. « Chez PropertySensor, nous avons mis au rebut notre première version après avoir réalisé que les agents immobiliers avaient besoin de solutions mobiles d'abord, et non de tableaux de bord de bureau », explique-t-il.

Et, selon le cofondateur de PropertySensor, l'argent résout rarement ce type de problèmes. « J'ai vu des projets de 50 millions de dollars échouer alors que des initiatives de 500 000 dollars transformaient des départements entiers. La différence ? Comprendre l'élément humain avant de toucher à la technologie ».

Pour que les transformations numériques fonctionnent d'un point de vue culturel, il faut que les dirigeants d'une organisation acceptent ou encouragent le changement, souligne Michael Corrigan, DSI de World Insurance, une société financière et d'assurance fondée en 2011. « Mais encourager la collaboration et s'assurer que tout le monde comprend et soutient la transformation est plus facile à dire qu'à faire », admet-il. Le DSI a vu des chefs d'entreprise tellement concentrés sur leur quotidien qu'ils ne comprennent souvent pas que la réussite d'un projet « exige leur voix, leur soutien et leur temps ». Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas pourquoi les métiers doivent être impliqués et pourquoi l'IT ne peut pas faire le travail seule, note-t-il. « Il faut changer la culture, et le changement culturel est très difficile pour de nombreuses organisations », ajoute-t-il.

Les dirigeants du secteur technologique utilisent souvent l'expression 'personnes, processus et technologie' lorsqu'ils évoquent les éléments essentiels d'une transformation. « Mais le véritable mantra devrait être les personnes, les personnes, les personnes », tranche Megan Williams, vice-présidente de la stratégie technologique et de la transformation chez TransUnion, entreprise américaine de collecte, de contrôle et de protection de données bancaires. « Si l'architecture et les solutions technologiques sont au coeur de la transformation, l'absence de gestion du changement et de reconnaissance de l'importance des aspects culturels nécessaires à cette transformation est presque toujours citée comme la principale raison de l'échec », fait-elle remarquer.

Megan Williams cite une étude récente de la société Prosci, spécialisée dans la gestion du changement, selon laquelle les organisations qui disposent d'une stratégie claire en la matière ont six fois plus de chances d'atteindre leurs objectifs de transformation que celles dont les pratiques de gestion du changement sont médiocres.

2) Négliger la data

Un élément clef de la réussite tient dans l'existence de données solides. Selon Evan Huston, directeur numérique et directeur technique du fabricant de matelas Saatva, le manque de données de qualité et d'accessibilité à celles-ci constitue un moyen infaillible de bloquer les initiatives de transformation ou de les faire échouer. En creusant un peu plus, Evan Huston cite des ensembles de données incomplets ou inexacts, qui peuvent entraver l'analyse et la prise de décision ; des formats et des normes de données incohérents, qui nuisent à l'intégration et l'analyse ; et un accès restreint aux données critiques, qui peut retarder les projets et limiter les perspectives.

Saatva s'enorgueillit d'un bon service à la clientèle, dit-il, et l'une des initiatives numériques de l'entreprise consiste à fournir aux clients des informations précises sur l'avancée de leur livraison. Cela nécessite une détection en temps réel de l'emplacement des marchandises, qui dépend de données précises. « Cette initiative se heurte toutefois au fait que nous faisons appel à des prestataires de services de livraison qui ont des usages variés de la technologie, explique Evan Huston. Certains fournisseurs ont des camions équipés de GPS, d'autres non. Par conséquent, une partie de la flotte nous échappe », ce qui signifie que les données sont incomplètes. L'intégrité des données est également un problème, car les données reçues par Saatva se présentent sous différents formats et doivent être normalisées dans un datawarehouse, explique-t-il. « Dans certains cas, les données existent mais ne sont pas accessibles à partir de la source parce qu'elles ne sont pas prêtes pour le cloud », souligne-t-il.

Selon Evan Huston, en cas de difficulté dans une initiative de transformation numérique, l'une des solutions consiste à « réorienter cette initiative vers les données sous-jacentes plutôt que vers les fonctionnalités. Cela augmentera bien sûr les dépenses nécessaires à l'obtention de la valeur pour le client et peut modifier les priorités qui avaient été préétablies. »

Mark Wei a vu des projets de transformation « s'effondrer de manière spectaculaire », souvent à cause de problèmes liés aux données. « Les échecs m'ont plus appris que les réussites », note-t-il. Le plus grand désastre dont il dit avoir été témoin s'est produit chez Philip Morris. « Nous avons essayé de mettre en oeuvre une plateforme mondiale d'analyse des ventes. Elle semblait parfaite sur le papier, mais nous n'avions pas tenu compte des équipes régionales qui utilisaient des mesures différentes de leurs ventes, se souvient Mark Wei. Certains marchés suivaient les ventes au quotidien, d'autres mensuellement. Les données étaient incompatibles et le projet s'est effondré après avoir englouti des millions de dollars. »

3) Sous-estimer l'importance de la documentation

Dans le cadre d'une transformation numérique, une documentation efficace est un élément crucial de la réussite, mais souvent sous-estimé, souligne Kumud Kokal, DSI de Farmer's Business Network, une coopérative d'agriculteurs et une plateforme de commerce électronique dédiée à ces derniers. « L'entretien, la maintenance et la mise à jour continus des documents tout au long du processus de mise en oeuvre peuvent constituer une tâche importante et exigeante, explique-t-il. Et négliger cet aspect peut conduire à l'échec. »

Pour Krishna Yadamakanti, vice-président des systèmes d'information et des opérations chez le fabricant d'équipements médicaux Shockwave Medical, c'est même plus grand risque de la transformation numérique, car il conduit souvent à une mauvaise configuration du système mis en oeuvre. « Les artefacts manquants, tels que les diagrammes d'architecture technique, ou l'absence de supervision technique appropriée pour s'assurer que les exigences métiers sont correctement mises en oeuvre, peuvent faire dérailler les projets, dit-il. Des tests approfondis sont essentiels pour valider les configurations et garantir un déploiement sans heurts au sein de systèmes interconnectés - une étape critique pour atténuer les risques. »

4) Perdre de vue les objectifs et les métriques

Dans le même ordre d'idées, Kumud Kokal ajoute que « les objectifs non écrits sont des fantasmes ». Pour garantir l'alignement de toutes les parties prenantes, le DSI recommande d'établir des benchmarks et des indicateurs de réussite clairement documentés, tels que le pourcentage d'exigences satisfaites, le temps gagné et le nombre de bogues ou d'incidents après mise en oeuvre.

« Une bonne pratique non négociable consiste à clarifier les objectifs métiers et les cas d'usage que ces derniers souhaitent résoudre, explique-t-il. Par exemple, lors de la mise en oeuvre d'un système financier ERP, l'objectif principal de mon organisation était d'améliorer nos processus financiers dans de nombreux domaines. Cet objectif a été communiqué efficacement, ce qui a permis à l'ensemble de l'équipe de rester alignée tout au long de la transformation. »

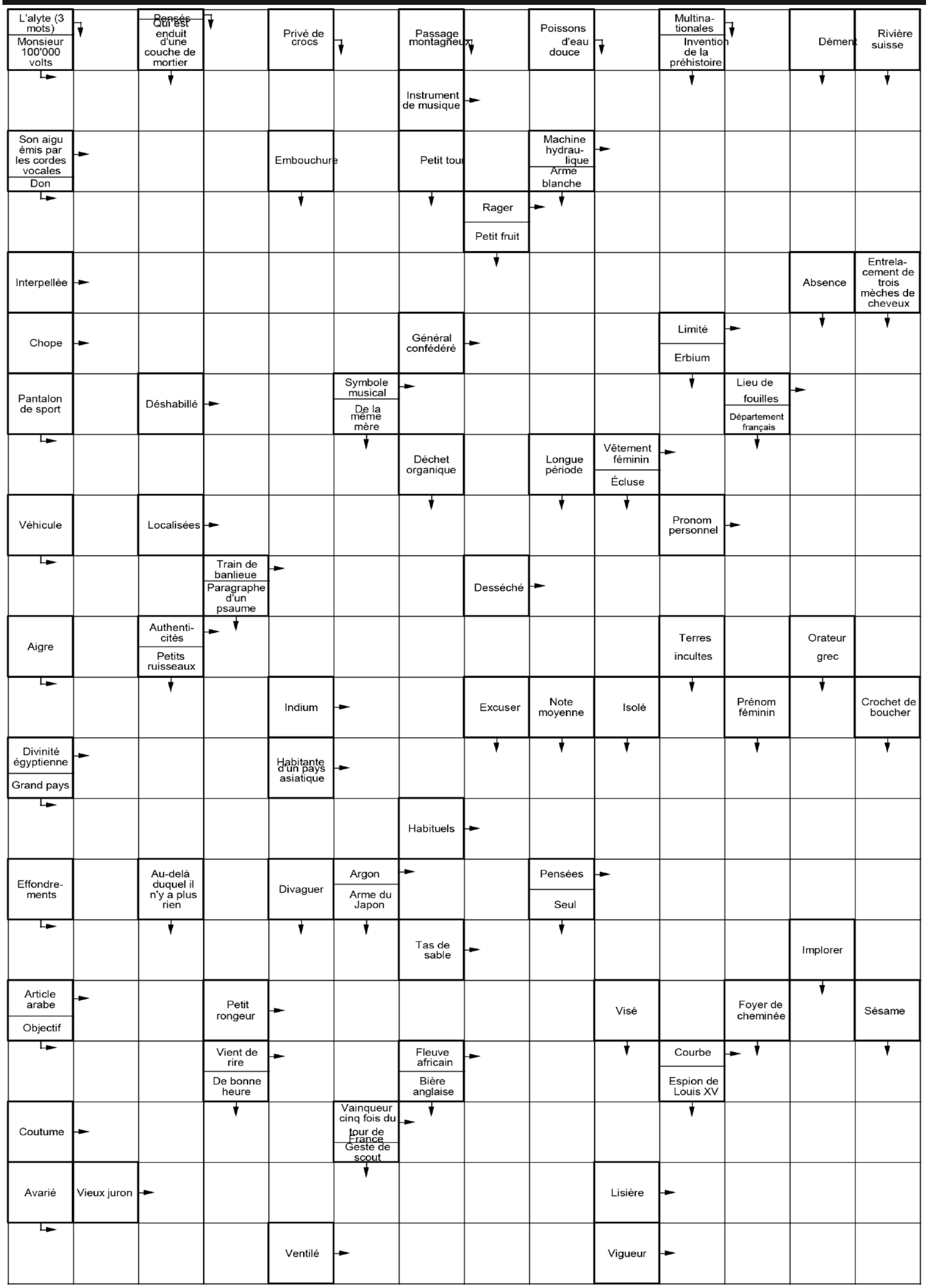
Les organisations doivent également tenir compte de la longévité des changements technologiques après leur mise en oeuvre, ajoute le DSI. « Pour éviter la stagnation et maintenir la compétitivité au sein de votre secteur d'activité, la technologie devrait idéalement avoir une durée de vie minimale de trois à cinq ans, après quoi il est nécessaire de réévaluer les objectifs métiers et de vérifier si la technologie les atteint toujours. »

5) Un soutien erratique de la part de la direction

En l'absence d'un soutien approprié ou d'un champion bien identifié, les initiatives numériques ont peu de chances d'aboutir. « Sans un soutien solide de la part de la direction, les projets peuvent manquer de ressources, disparaître des priorités et ne pas bénéficier des approbations nécessaires », souligne Evan Huston de Saatva. Les projets qui ne bénéficient pas du soutien de la direction peuvent avoir du mal à obtenir un budget adéquat. Un manque de leadership peut également entraîner une résistance de la part des principales parties prenantes, ajoute le décideur.

(A suivre)

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 26 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

APN

Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales concernant huit (8) secteurs, indique mercredi un communiqué de l'institution parlementaire. Les questions concernent les secteurs des Affaires religieuses et des Wakfs, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Education nationale, de la Culture et des Arts, des Sports, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, de l'Hydraulique et de la Santé.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

42 morts et 1687 blessés en une semaine

Quarante-deux (42) personnes sont décédées et 1687 autres ont été blessées dans 1399 accidents de la route survenus durant la période du 15 au 21 décembre, dans plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret avec 09 morts et 38 blessés suite à 17 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 728 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (65), Blida et Tlemcen (42 incendies chacune). D'autre part, la Protection civile a effectué 5967 interventions pour le sauvetage de 397 personnes en situation de danger, et exécuté 5105 opérations d'assistance.

ASSURANCES SOCIALES, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, JUSTICE ...

Plusieurs dossiers examinés par le gouvernement

Le Gouvernement a examiné, mercredi, lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, des avant-projets de loi et des décrets présidentiel et exécutif relatifs aux assurances, l'enseignement supérieur, la protection des richesses forestières et a entendu une communication sur la modernisation des prestations fournies par les services publics de la Justice, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 25 décembre 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi n 83-11 du 2 juillet 1983, relative aux assurances sociales, visant à garantir l'autonomisation de la femme et la promotion de ses droits, notamment la prolongation de la durée du congé de maternité, et ce, en exécution des engagements de Monsieur le Président de la République. D'autre part, et dans le cadre de l'examen de la situation des services publics relevant des différents secteurs, le Gouvernement a entendu une communication consacrée à l'examen des mesures prises pour le développement des prestations fournies par les services publics de la Justice, dans le cadre de la stratégie de transformation numérique mise en œuvre à la lumière des réformes profondes décidées par Monsieur le Président de la République pour la modernisation de la justice. Le Gouvernement a également finalisé l'examen du projet de décret présidentiel, fixant les conditions et les modalités d'admission de l'étudiant étranger au sein des établissements algériens d'enseignement et de formation supérieurs, qui s'inscrit dans le cadre des mesures réglementaires visant l'ouverture de l'université algérienne et le renforcement de son attractivité. Enfin, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités de déclassement des terres relevant du domaine public forestier, visant à renforcer les mesures de protection des richesses forestières, en application des dispositions de la loi n 23-21 du 23 décembre 2023, relative aux forêts et aux richesses forestières".

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Le service public, fondement de la cohésion nationale et de la justice sociale

Le service public a toujours existé et dans tous les pays du monde. C'est son volume et son étendue qui peuvent varier d'un pays à l'autre. Il est le produit d'une évolution historique, d'un contexte économique et social et même de la nature de la culture dominante dans la société (société solidaire ou libérale, collectiviste ou individualiste).

Une partie des services à la population est nécessairement organisée en service public quel que soit le système idéologique ou le régime politique : c'est le cas notamment des activités en réseaux, comme l'énergie ou l'eau, les infrastructures, l'éducation …

Ces services sont nécessaires, voire indispensables, pour la vie en communauté. La majorité des activités de service public seront plus efficaces et plus efficientes si elles son organisées en monopoles, ce qui permet de faire des économies d'échelles. Ce sont des besoins collectifs et par conséquent, elles gagneraient à être organisées collectivement à travers l'intervention de l'Etat par ses instruments directs et indirects (collectivités locales, administrations, organismes publics, marchés publics, concessions, délégations…)

L'étendue et l'envergure du service public en Algérie ont leurs raisons et leurs justifications, les unes liées au contexte historique et les autres liées aux choix politiques à l'indépendance.

A l'indépendance, la population algérienne était dans un dénuement total : chômage, analphabétisme, sans couverture sanitaire, famine par endroit, etc. La population qui a pris sur elle la révolution tant dans la société que dans les maquis, avait placé tous ses espoirs dans l'indépendance. Par ailleurs, cette population avait vécu la période coloniale dans la souffrance matérielle et surtout dans une injustice inqualifiable de la part de l'administration coloniale et subi les humiliations des colons. Donc, l'attente pour cette justice sociale dans le cadre du nouvel Etat indépendant ne peut être que très forte. Le nouvel Etat ne pouvait améliorer, un tant soit peu, la situation que par l'érection d'un service public le plus étendu possible. Ceci est d'autant vrai que l'Etat avait pris aussi la décision de récupérer les richesses nationales et les quelques entreprises laissées par l'Etat français ou abandonnées par les colons. Donc, d'un côté les ressources ont été concentrées entre les mains de L'Etat et par conséquent il devient évident que les besoins de la population soient, dans une large mesure, satisfaits par cet Etat : éducation, santé, eau, énergie, sécurité, culture, transports, etc. Par ailleurs, la découverte et l'exploitation des ressources d'hydrocarbures ont été aussi un facteur d'extension du service public, car à travers le service public, il est opéré une redistribution de cette richesse à toute la population. Ainsi, la situation sociale de la population, le contexte politique et l'évolution de la situation économique ne laissent aucun doute sur la nécessité impérieuse d'organiser un service public étendu, quitte à rogner sur sa taille au fur et à mesure que le développement économique permet la redistribution des ressources par des revenus aux différentes catégories de la population ; la partie soustraite du champ du service public sera mise sur le marché des biens et services.

Dans beaucoup de pays le rétrécissement du service public a suivi cette logique consistant à mettre sur le marché libre les services susceptibles d'être pris en charge par l'usager. C'est le cas notamment, d'une partie des besoins médicaux, du transport aérien, d'une partie de l'éducation, des services de télécoms, des services postaux, etc. Il faut dire aussi que la réduction de l'envergure du service public est souvent dictée par des considérations budgétaires, mais parfois par des choix idéologiques ou politiques, c'est le cas de la politique libérale de Thatcher en GB et de Reagan aux USA dans les années 80. Un autre facteur a joué aussi dans la réduction de la taille du service public dans beaucoup de pays, ce sont les Programmes d'Ajustement Structurel imposés par le FMI/BM imposés à des pays en situation financière difficile, particulièrement leur endettement.

En Algérie, il n'y a jamais eu une réduction du périmètre du service public. Au contraire, il a parfois été encore étendu, c'est le cas notamment du logement. Aujourd'hui, le service public prend plusieurs formes allant de la fourniture directe d'une prestation (éducation, énergie, eau, transports urbains, ...) à la subvention monétaire ou soutien des prix de certains produits en passant par la concession avec tarifs subventionnés de certaines infrastructures de service public.

Le service public est un facteur très efficace pour le renforcement de la cohésion sociale, de la solidarité nationale et un puissant outil de la formation à la citoyenneté. Défendre le service public et veiller à sa qualité doit être une préoccupation des gouvernants et des gouvernés. Mais continuer à maintenir un service public large sans se préoccuper de sa gestion, de son efficacité et de sa raison d'être, c'est participer à sa destruction et à sa lente disparition. Le service public doit être efficient et efficace pour assurer une plus grande couverture et doit être aussi juste, sinon, au nom de la justice (sa raison d'être) il risque de produire l'injustice ; combien de cas de service public qui sont transformés en services pour une catégorie de personnes au détriment de la masse qui est la cible du service public, il risque de devenir un facteur de fracture, s'il est injuste. L'égal accès au service public est la règle cardinale de ce dernier.

Sur ces aspects de l'efficacité du service public, beaucoup reste à faire. La gestion administrative routinière et bureaucratique a atteint ses limites. De nouvelles approches sont nécessaires si l'on veut faire du service public le facteur de cohésion et de justice sociale et même d'aménagement du territoire. Un service public coûteux et inefficace e risque de se transformer en fardeau pour le budget de l'Etat et en objet de contestation dans la société et parmi ses principaux usagers.